

Crise sociale et impasse nationale Il faut l'indépendance et le socialisme !

Le cirque électoral qui s'installe au Québec cet automne se déroule alors que la crise mondiale du capitalisme provoquée par la pandémie de COVID-19 et la guerre en Ukraine s'abat de plein fouet sur la classe ouvrière. Les travailleurs font face à l'inflation galopante et la baisse de leurs salaires réels, à la décrépitude toujours plus grande des services publics, à la crise du logement, et au recul généralisé des conditions de travail et de vie, en particulier celles des femmes. Pendant ce temps, les clowns de toutes les couleurs — orange, rouge, bleu poudre ou foncé — rivalisent de tours de jonglerie avec des milliards qu'ils font sortir de leur chapeau et promettent d'investir ici ou là. **Rien** ne distingue cependant entre eux les partis qui se présentent aux élections sur ces problèmes fondamentaux qui s'abattent sur la classe ouvrière. Tous sont d'accord sur la nécessité de bouger quelques chiffres dans les colonnes du budget tout en laissant intact ce qui se trouve à la source même de ces problèmes : le système capitaliste et la domination de classe de la bourgeoisie. Aucune des questions vitales pour les travailleurs ne sera résolue dans le contexte de ces élections.

Vingt-sept ans après l'échec du dernier référendum, la « question des élections » semble en fait porter sur « quel nationalisme pour le Québec maintenant que l'indépendance n'est plus à l'ordre du jour ? » Le tour de force de la CAQ de Legault, c'est justement d'avoir recentré tout le débat sur la question nationale en évacuant complètement l'indépendance. Face au déclin du Parti québécois et du Parti libéral, l'« alternative » présentée aux élections c'est d'un côté le nationalisme « autonomiste » de la CAQ qui veut qu'on reste prisonnier de la Confédération cana-

dienne, de l'autre côté le nationalisme soi-disant « progressiste » de Québec solidaire qui espère composer les restants du PQ pour nous resservir la même recette ayant conduit la lutte de libération nationale à l'échec, arrosée à la sauce « écolo » du jour. Dans un cas comme dans l'autre, la libération nationale du Québec se trouve dans l'impasse.

C'est précisément parce que les aspirations sociales et nationales des travailleurs ont constamment été enchaînées aux partis de la bourgeoisie québécoise que l'on se retrouve dans la crise sociale et l'impasse nationale actuelles. La dernière chose dont les travailleurs et les opprimés ont besoin, c'est de demeurer subordonnés à cette bourgeoisie à travers l'un ou l'autre de ses partis qui ne diffèrent entre eux que sur comment mieux servir le capital. **Élections 2022 : aucun vote pour QS, la CAQ, le PQ, les libéraux ou les conservateurs !**

La seule voie pour sortir de la crise sociale et de l'impasse nationale, c'est que la classe ouvrière mène une lutte contre la politique de tous ces partis. La pandémie a démontré encore plus clairement que le capitalisme pourrissant n'est pas capable de répondre aux besoins les plus élémentaires de la population. Pour même commencer à satisfaire ces besoins en santé, en éducation, pour du logement et des conditions de vie décentes, il faut une réorganisation fondamentale de la société, chasser les capitalistes et instaurer un gouvernement ouvrier par une révolution socialiste. Quant à l'indépendance, la bourgeoisie du Québec se complaît entièrement dans sa position subalterne aux impérialistes canadiens, du moment qu'elle peut tirer un maximum de profits en exploitant

(suite page 23)

***pas* Québec solidaire**

Salut pourriture



Nous publions ci-dessous la traduction d'une déclaration du 9 septembre par nos camarades de la Spartacist League/Britain intitulée « La reine crève, les travaillistes rampent ».

WORKERS HAMMER

La reine est morte. Un tsunami d'unité nationale déferle sur le pays et la presse déverse un torrent d'éloges sur sa « grandeur » et son « sens du devoir ». **Au diable avec tout ça !** La reine Elizabeth II a régné sur les vestiges de l'empire britannique perfide et décrépiti, du Québec à la Jamaïque en passant par le Botswana. Ses gouvernements, les travaillistes comme les conservateurs, ont massacré les Mau Mau au Kenya, envahi Suez, bombardé et détruit l'Irak, l'Afghanistan et la Libye. Son armée a été envoyée pour occuper l'Irlande du Nord, assassinant, torturant et affamant des prisonniers républicains irlandais. Son royaume est une prison pour les Écossais, les Gallois et les catholiques irlandais. Ses forces de police ont écrasé la grève des mineurs. Elle était l'incarnation vivante de tous ces crimes et plus encore. Voilà l'héritage sanglant qui se perpétue maintenant avec le roi Charles III.

Les réactions à sa mort montrent tout ce qu'il y a de pourri dans la direction de la classe ouvrière de ce pays. Elle venait à peine de rendre son dernier souffle que Mick Lynch du RMT [syndicat du transport] et Dave Ward du CWU [syndicat des communications] — les « héros » du soi-disant « été du mécontentement » — ont annulé des grèves pour rejoindre l'orgie de patriotisme et

d'unité nationale. Même chose pour l'ASLEF [syndicat des conducteurs de train], et la liste va sûrement s'allonger. Alors que la plus haute figure du privilège de classe est morte, ces traîtres disent aux travailleurs que la lutte contre leur propre famine doit attendre par respect pour le monarque. Ce ne sont pas des dirigeants ouvriers mais des laquais de la classe dirigeante.

Comme Liz Truss [première ministre], le leader du Parti travailliste Sir Keir Starmer, prétentieux détenteur du titre de chevalier de Sa Majesté, est également en deuil. Aucune surprise de ce côté-là. Mais il n'y a pas que les blairistes. Jeremy Corbyn, Zarah Sultana, Sam Tarry, John McDonnell, Ian Lavery, Ian Byrne et plus encore ; tous ces travaillistes de gauche qui prétendent défendre la classe ouvrière et le « socialisme » pleurent et se lamentent sur la perte... de la souveraine « par la grâce de Dieu du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de ses autres royaumes et territoires Reine, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi ». Quelle démonstration pathétique de soumission devant la classe dirigeante.

(suite page 23)

RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste au Québec et au Canada, section de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Simon Ricard

Réalisation : V. Pielt

Diffusion : Miriam McDonald

République ouvrière est édité par Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8. Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2022
La date de tombée pour ce numéro est le 18 septembre 2022.

Impression syndicale

Numéro de convention : 40050911
Automne 2022

ISSN : 2561-0872
Date de publication : septembre 2022



ONF

Des Québécois s'adressent à Elizabeth II durant sa visite en 1964, célèbre pour le « Samedi de la matraque » et sa répression brutale.

NPD et pseudo-socialistes : fer de lance des confinements et de la répression

Le mouvement ouvrier doit défendre les camionneurs !



Goldberg/SOPA



Pichette/EPA-EFE

Une pancarte s'oppose aux obligations vaccinales du gouvernement, élément déclencheur du convoi des camionneurs ; le convoi a canalisé l'immense colère contre la réponse désastreuse de la bourgeoisie à la pandémie.

Nous réimprimons ci-dessous un supplément à Spartacist, publié en février 2022.

21 février — Le chômage de masse, les hôpitaux bondés et les traitements annulés, la détérioration générale des conditions de travail, l'inflation galopante, les droits démocratiques piétinés, les commerçants ruinés, les écoles fermées, les familles entassées ensemble jour et nuit, une détresse et des souffrances intolérables, la mort : Depuis maintenant deux ans, les travailleurs et les opprimés subissent les conséquences dévastatrices de la réponse de la bourgeoisie à la pandémie et de ses confinements. C'est dans ce contexte que le convoi des camionneurs à Ottawa est venu canaliser le mécontentement largement répandu dans la société.

La bourgeoisie et tous ceux qui lui font écho dans les médias, le Nouveau Parti démocratique et la gauche réformiste ont été pris immédiatement d'une fureur hystérique devant cette première brèche significative dans la campagne d'« unité nationale » de la classe dirigeante dans la pandémie. Leur déferlement de propagande présentant

tous ceux qui participent à des manifestations antigouvernementales comme des « extrémistes de droite » n'est qu'un *mensonge* pour justifier leur répression. Ce n'est pas « le racisme », « un programme d'extrême droite » ou (aux dires de libéraux tordus) un « coup d'État financé par les États-Unis » qui pousse des milliers de personnes à sortir protester dans les grandes villes, mais la *colère* totalement *légitime* contre le désastre social provoqué par les mesures sanitaires de la bourgeoisie.

Le premier ministre Justin Trudeau a décrété la Loi sur les mesures d'urgence, la Loi sur les mesures de guerre revampée, avec laquelle le gouvernement se donne des pouvoirs arbitraires pour accroître la répression, suspendre les droits démocratiques, geler les comptes de banque et étendre les pouvoirs de police utilisés pour réprimer les camionneurs et les manifestants. Près de 200 personnes ont déjà été arrêtées en vertu de cette loi. Nous disons : *Défense des camionneurs ! Levée de toutes les accusations ! À bas la Loi sur les mesures d'urgence !*

(suite page 12)

Pourquoi le mouvement ouvrier doit s'opposer à la loi anti-scabs

Nous reproduisons ci-dessous une présentation éditée pour publication qui a été livrée en février 2020 par notre camarade Vincent David à l'occasion d'une réunion du bureau politique (BP), la plus haute instance exécutive de la Ligue trotskyste. La présentation fait suite à d'importantes discussions dans le BP alors que ses membres penchaient à ce moment-là en faveur d'accorder un soutien à la loi anti-scabs.

À l'encontre de cette trajectoire du BP, la présentation du camarade David réaffirme l'opposition historique de notre tendance aux lois anti-scabs au Québec et en Colombie-Britannique, telle que défendue dans les pages de notre ancienne publication Spartacist Canada depuis la fin des années 1970. En développant l'histoire de la loi anti-scabs et en réfutant les arguments soulevés à l'intérieur du BP, la présentation est aussi une extension de notre position et motive clairement pourquoi il est dans l'intérêt vital du mouvement ouvrier québécois de s'opposer à cette loi qui mine constamment les luttes des travailleurs.

Par Vincent David

Lors de la production de *République ouvrière* n° 3, plus précisément lors de la rédaction et l'édition de l'article « Un an de lockout à ABI », le BP a tenté d'adopter et d'introduire une ligne en soutien critique à l'article 109.1 du Code du travail du Québec, plus connu sous le nom de « loi anti-scabs ». Il y avait un moment que nous savions qu'il fallait avoir plus de discussions sur cette loi et les opinions variaient déjà avant cette production. Mais elles se sont polarisées lorsque le BP a voulu introduire dans le projet d'article sur ABI la formulation suivante :

« La disposition anti-scabs avait été adoptée après la très dure et militante grève des Travailleurs unis de l'automobile contre la United Aircraft de Longueuil (aujourd'hui Pratt & Whitney), en 1974-75. Bien que cette disposition rende l'usage de scabs un peu plus compliqué pour les patrons, le point de la loi n'est pas d'aider les travailleurs, mais de les apaiser et de rétablir la "paix sociale". »

Cette formulation voulait dire deux choses. Premièrement, que la loi anti-scabs est un acquis de la « très dure et militante grève des Travailleurs unis de l'automobile » et, deuxièmement, qu'elle rend l'usage de scabs un peu plus compliqué pour les patrons. En d'autres mots, c'est une forme de soutien à la loi anti-scabs et c'est précisément la position que défendait le BP.

Contre la position du BP et la formulation qu'il voulait introduire dans l'article, le camarade Perrault a réagi fortement pour nous stopper et écrivait :

« Je pense que l'on devrait être contre les dispositions anti-scabs et tout le cadre légal qui les entoure. Je ne pense pas que l'on devrait présenter les dispositions "anti-scabs" comme étant une sorte d'acquis partiel pour la classe ouvrière. Je pense que fondamentalement ces dispositions avantagent les patrons. »

Entre-temps, le BP organisa une réunion en pleine production pour voter sa ligne de soutien critique à la loi anti-scabs. Le projet de motion qu'il avait rédigé allait encore plus loin. Il disait : « Bien que le Code du travail du Québec soit anti-ouvrier, il y a certaines dispositions comme la loi anti-scabs qui sont défendables et sont le résultat de la lutte de classe. » Le projet poursuivait en disant :

« certaines formulations dans *SC*, particulièrement *SC* n° 27 (1978), impliquent que nous dénonçons la loi anti-scabs simplement comme un outil des patrons. **S'opposer carrément à cette disposition nous placerait du côté des patrons** » (je souligne).

Heureusement, ce projet de motion n'a jamais été déposé et la réunion n'a jamais eu lieu en raison des différences importantes entre les camarades. Mais une chose est sûre : il semble bien que la lutte contre les illusions dans la loi anti-scabs devait d'abord commencer... dans le BP.

La loi anti-scabs n'est pas un gain de la classe ouvrière : elle ne fait qu'enchaîner davantage les syndicats à l'État et renforcer les illusions comme quoi l'État, ses flics, ses tribunaux, mais aussi son ministère du Travail et ses inspecteurs peuvent être utilisés pour arrêter les scabs et défendre les grèves des travailleurs. La loi anti-scabs protège aussi légalement l'emploi de scabs et est un des outils de la bourgeoisie qui ont été les plus efficaces pour « pacifier » la classe ouvrière québécoise et saper son militantisme.

Historique de la loi anti-scabs au Québec et ailleurs

Avant de comprendre d'où venait la position du BP de soutien à cette disposition, faisons un peu d'histoire. Je vais me concentrer ici beaucoup sur l'histoire de la loi anti-scabs au Québec, car c'est celle que je connais le mieux.

Montréal, 27 août 1973 : 400 travailleurs de 17 compagnies différentes occupent les bureaux de Jean Cournoyer, ministre libéral du Travail sous le gouvernement de Robert Bourassa. Marcel Pepin et Louis Laberge, fraîchement sortis de leur emprisonnement pour la grève du

Front commun de 1972, leur rendront visite pour les appuyer. Ces 400 travailleurs sont les « grévistes oubliés » : ce sont des syndiqués embourbés dans des conflits de travail qui pourrissent depuis des mois, voire parfois depuis plus d'un an. Ils travaillent à la Firestone de Joliette, aux usines Seven-Up de Québec, aux « Slack Brothers » de Waterloo, à la Canadian Gypsum de Montréal, aux abattoirs de Victoriaville, aux services ferroviaires d'Alcan du Saguenay, etc. Le ministre daigne se pointer en soirée et les ouvriers lui remettent un manifeste intitulé « Le travail, notre propriété » qui contient leurs revendications. La première revendication est que le ministre proclame que « le droit au travail prime sur les droits du capital et de la propriété privée ». Inutile de dire que celle-là, ils ne l'obtiendront pas...

La seconde revendication de ce manifeste est l'adoption d'une série d'amendements au Code du travail du Québec, qui avait été adopté en 1964 par le gouvernement de Jean Lesage, pour « déclarer illégale l'utilisation de "scabs" et de forces policières pour assurer la production de l'entreprise » pendant une grève ou un lockout (*La Presse*, 28 août 1973). Cournoyer finira par leur promettre qu'il tentera de faire quelque chose. Il élabore quelques mois plus tard le premier projet de loi anti-scabs : un projet ultra antisyndical qui exige toutes sortes de concessions des syndicats et impose plusieurs intrusions de l'État dans leur vie interne. Le projet de Cournoyer tombera à l'eau, condamné par les syndicats et les patrons.

Au Québec, dans les années 1970, la société est en pleine explosion : des grèves dures et militantes sont sans cesse déclenchées, avec la lutte de libération nationale du Québec comme toile de fond. Les syndicats sont en pleine expansion et leur base est de plus en plus radicalisée depuis le milieu des années 1960, une radicalisation qui s'accélère avec la crise d'Octobre et la grève insurrectionnelle de 1972. Vous connaissez tous la grève de 1972. Je donne un autre exemple : en 1974, après une montée fulgurante de l'inflation, les employés d'entretien de la STM

(la CTCUM à l'époque) déclencheront une grève illégale d'environ deux mois exigeant la réouverture des conventions collectives et l'arrimage des salaires à l'inflation. Leurs dirigeants syndicaux seront mis en prison, mais les travailleurs seront victorieux. Donc que ce soit les pompiers, les taxis, la construction, les cols bleus de Montréal, les ports, les mines, les barrages hydro-électriques : dans les années 1970, à peu près tous les secteurs de l'industrie québécoise seront touchés par de longues grèves dures et militantes. J'ai fait pas mal de recherche dans les archives de *La Presse* et du *Devoir* de ces années et je conseille aux camarades d'aller y jeter un coup d'œil parce que c'est très différent de ce qu'on lit aujourd'hui dans la presse bourgeoise : il n'y a pratiquement pas un numéro sans la mention d'une grève en cours.

Une des plus célèbres des grèves de cette époque, et probablement la plus violente aussi, est la grève à la United Aircraft de Longueuil déclenchée début 1974. Deux mille travailleurs affiliés aux Travailleurs unis de l'automobile vont mener une grève de 20 mois pour leur salaire, leur horaire, mais aussi pour l'imposition de la formule Rand, ce qu'on appelle les « dues checkoff » aux États-Unis. La United Aircraft, déterminée à casser le syndicat, va recruter des scabs en masse (avec l'aide du gouvernement qui dirige les chômeurs vers la compagnie) et au 11^e mois de grève, la moitié des grévistes ont traversé les lignes de piquetage pour retourner au travail. La violence contre les scabs à la porte de l'usine est quotidienne et les flics font preuve d'une violence extrême. La United Aircraft va même payer les heures supplémentaires de la police de Longueuil ! Finalement, après une occupation désespérée de l'usine qui est réprimée dans le sang, littéralement, la grève est défaite. La seule consolation des grévistes sera que la majorité d'entre eux pourront reprendre leur boulot.

Dans tous les livres d'histoire ouvrière québécoise, on présente généralement l'adoption de la loi anti-scabs comme un gain et un résultat positif direct de la grève à



La grève militante des travailleurs à la United Aircraft (aujourd'hui Pratt & Whitney) en 1974-75 déclencha l'hystérie de la bourgeoisie québécoise, contribuant à l'adoption de la loi anti-scabs par le gouvernement du PQ en 1977 (à gauche, édition du 2 octobre 1974 du quotidien pro-PQ *Le Jour*). La loi anti-scabs protège légalement l'emploi de scabs et sert à la bourgeoisie pour « pacifier » la classe ouvrière.

la United Aircraft. René Lévesque, dirigeant du PQ, avait d'ailleurs publiquement appuyé les grévistes et promis l'adoption d'une telle loi. En fait, que ce soit à l'université, dans les livres ou dans la conscience syndicale au Québec, la loi anti-scabs est perçue comme un acquis majeur du syndicalisme des années 1970, au même titre que la formule Rand. Encore aujourd'hui, à la STM, les nouveaux employés syndiqués à la CSN se font dire exactement ça lors de la présentation d'accueil du syndicat.

Mais en fait, la nécessité d'une telle loi anti-scabs, et d'une régularisation plus poussée des relations de travail à ce moment-là venait d'un climat de plus en plus insoutenable pour la classe bourgeoise au milieu des années 1970. N'en déplaise aux patrons qui pensaient qu'individuellement ils pourraient mater leurs propres travailleurs comme à la United Aircraft, il était plus que temps que l'État bourgeois emploie une nouvelle méthode pour pacifier la classe ouvrière québécoise dans son ensemble parce que la matraque et les emprisonnements ne suffisaient plus. Et cette tâche, ce sera celle du gouvernement du PQ, qui arrive au pouvoir en 1976, massivement soutenu par les directions syndicales. Bien que ce soit un gouvernement bourgeois, le patronat est affolé et croit littéralement que les syndicats viennent de prendre le pouvoir au Québec. Lévesque et sa clique s'affaireront à les rassurer.

Pierre-Marc Johnson, alors ministre du Travail, dépose le projet de loi 45 en 1977, qui inclut une série d'amendements au Code du travail. On y trouve la fameuse disposition anti-scabs, ainsi qu'un paquet de régulations anti-syndicales comme l'obligation de tenir des votes secrets dans les assemblées syndicales, l'imposition de l'arbitrage lors de la première négociation d'une convention collective, l'obligation pour les syndicats de divulguer les états financiers aux membres, l'imposition de la formule Rand et des restrictions aux grèves dans les « services essentiels ». À noter que la loi 45 facilitait aussi l'accréditation des syndicats. C'est probablement la seule chose soutenable qu'elle contenait, mais cela fait office de détail par rapport au cœur du projet de loi qui était clairement antisyndical.

Les dirigeants syndicaux, bien que critiques, approuveront quand même le projet de loi comme un pas en avant. Mais rapidement, lorsqu'il est devenu clair que la loi ne leur donnait rien, comme le conflit à la Commonwealth Plywood va le montrer (j'y reviendrai), la CSN la dénoncera et fera campagne contre ces dispositions antisyndicales, tout en n'abandonnant pas la revendication d'obtenir une « vraie » loi anti-scabs. Quant au Conseil du patronat du Québec, il lancera une agressive campagne contre le projet de loi.

En Ontario, une loi anti-scabs modelée sur celle du Québec avait été introduite par le gouvernement néodémocrate de Bob Rae au début des années 1990 pour tenter



Nadeau/Le Devoir

Collaboration de classe nationaliste : le président de la FTQ Louis Laberge (au centre) se pavane avec le capitaliste Paul Desmarais et le premier ministre René Lévesque au sommet économique du PQ en 1977.

d'amadouer les syndicats qui devenaient de plus en plus mécontents de ses politiques. Cette loi a toutefois été annulée lors de l'élection du gouvernement conservateur de Mike Harris en 1995. En Colombie-Britannique, une telle loi existe toujours, elle aussi adoptée en 1993 sous le gouvernement néodémocrate de Mike Harcourt. En 1999, les syndicats au Manitoba avaient aussi tenté de faire pression sur le gouvernement néodémocrate de Gary Doer pour qu'il adopte une telle loi, mais sans succès.

Au niveau fédéral, il y a eu plusieurs tentatives d'amendements au Code canadien du travail venant à la fois du NPD, mais aussi du Bloc québécois, mais toutes ont été battues par des alliances entre conservateurs et libéraux ou n'ont tout simplement jamais abouti. D'ailleurs, en janvier dernier [2020], le NPD a promis un nouveau projet de loi anti-scabs à la Chambre des communes.

Donc les lois anti-scabs qui ont été adoptées l'ont toujours été dans des provinces où les syndicats sont assez forts et où on trouve une importante histoire de lutte de classe. Au Canada anglais, cette demande est évidemment souvent liée à l'élection de gouvernements provinciaux néodémocrates. Quant au Québec, elle est associée au premier gouvernement du PQ, encore largement perçu comme le gouvernement le plus progressiste de l'histoire du Québec. Toutefois, encore aujourd'hui, peu importe qui est au pouvoir, dès qu'il y a un peu de « poussailage » sur une ligne de piquetage quelque part, la bureaucratie syndicale, tant au Québec qu'au Canada anglais, fait une sortie pour demander un renforcement de la loi anti-scabs ou alors son adoption, selon où le conflit se trouve.

Mouvement ouvrier et loi anti-scabs aujourd'hui

Qu'en est-il de la loi anti-scabs aujourd'hui au Québec ? Voyons un exemple récent.

Le jeudi 16 janvier dernier [2020] avait lieu une manifestation des travailleurs de Swissport, qui font le ravitaillement d'essence à l'aéroport de Montréal. Un petit syndicat d'une centaine de membres qui a mené une grève difficile d'un mois. Difficile, car Swissport, dès le début de la grève, était en mesure de maintenir toutes ses opérations avec des scabs et le syndicat n'avait aucune perspective de même essayer de fermer l'aéroport. Évidemment, un si petit syndicat aurait un urgent besoin de mobiliser les autres travailleurs de l'aéroport.

Les aéroports, tout comme les ports, les télécoms et d'autres industries, sont sous juridiction fédérale et ce n'est pas le Code du travail du Québec qui s'applique à ce moment. Donc pas de loi anti-scabs. Les discours à la manifestation du 16 janvier de *tous* les bureaucrates syndicaux, et de la députée du Bloc québécois qui a parlé, avaient le même mot d'ordre : il faut une loi anti-scabs au fédéral ! C'est dans ce contexte que le NPD vient de promettre son projet de loi.

Même son de cloche sur les lignes de piquetage à la raffinerie Co-op à Régina, qui a été brièvement bloquée par Unifor. Jaagmeet Singh a visité les lignes de piquetage pour annoncer le dépôt d'une loi anti-scabs au niveau fédéral.

Plutôt que de mobiliser les autres syndicats pour fermer les opérations, plutôt que de mobiliser des lignes de piquetage fermes, la perspective des bureaucrates syndicaux et des larbins sociaux-démocrates du NPD est l'adoption d'une loi anti-scabs !

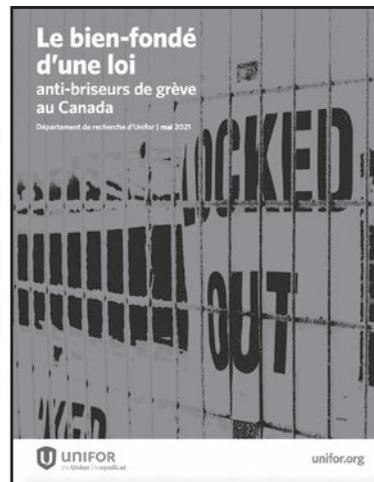
Ces exemples montrent bien l'impact que la loi anti-scabs a eu sur le mouvement ouvrier au Québec et ailleurs au Canada : la loi anti-scabs est le prétexte par excellence de la bureaucratie syndicale pour démobiliser les travailleurs, empêcher la formation de lignes de piquetage et canaliser la colère des travailleurs dans le crétinisme parlementaire, renforçant ainsi les illusions comme quoi l'État peut intervenir en faveur des travailleurs.

Les camarades à Montréal se souviennent tous de la grève du SÉTUE, des employés-étudiants à l'UQAM

en 2015-16. Ce syndicat était dominé par des soi-disant « radicaux » de l'IWW et des activistes étudiants vétérans de la grève étudiante de 2012, qui se gargarisaient de phrases creuses sur le « syndicalisme de combat ». Le premier jour de la grève, ceux-ci ont fermé le campus pour faire une action d'éclat. Le deuxième jour ? Rien... Pourquoi ? Mais parce que la loi anti-scabs protège notre grève, qu'ils disaient ! Inutile de dire que la grève fut un cuisant échec et qu'une multitude d'employés-étudiants continuaient de travailler et traversaient leurs propres lignes.

Lors du lockout de 18 mois de l'aluminerie de Bécancour, la compagnie maintenait une partie de sa production avec une centaine de cadres, tout cela légalement grâce à la loi anti-scabs... La bureaucratie avait infecté les travailleurs de sa politique pourrie au point où beaucoup d'ouvriers à qui nous parlions ne considéraient même pas les *foremen* qui traversaient leurs lignes quotidiennement pour voler leur job comme des scabs ! Ce scénario se répète sans cesse au Québec. La bureaucratie syndicale a complètement embrassé le cadre de cette loi anti-scabs et ne jure que par celle-ci comme seule arme pour gagner des grèves... avec les résultats des dernières décennies que l'on connaît. Et quand la grève est défaite, les bureaucrates blâment aussi la loi anti-scabs qui est trop « archaïque » et qu'il faut moderniser...

Au Québec, deux conflits ont particulièrement mis en lumière le caractère réactionnaire de la loi anti-scabs. Les lockouts au *Journal de Québec* (2007-08) et au *Journal de Montréal* (2009-11), tous deux propriété de Québecor. Il s'agit de conflits dans la presse écrite donc pas dans la classe ouvrière, mais ils ont polarisé beaucoup la société et ont redonné un nouveau souffle aux campagnes des syndicats pour renforcer la loi anti-scabs. Actuellement, cette loi s'applique en fonction de l'établissement physique d'une compagnie. Québecor n'a donc eu aucune difficulté à produire et faire imprimer ses journaux comme si de rien n'était durant ces deux très longs conflits, avec l'aide de l'Agence QMI et de pigistes



Unifor

Lockout à la raffinerie Co-op de Régina en 2020 : plutôt que de fermer les opérations, y compris par des lignes de piquetage solides, les bureaucraties syndicales ont passé le conflit à pousser des illusions dans une loi anti-scabs au fédéral ; ici le dirigeant central du syndicat Unifor Scott Doherty lors d'un rassemblement des lockoutés.

externes, sans contrevenir à la loi anti-scabs. Un camarade a cité d'ailleurs le jugement de la Cour supérieure du Québec sur cela. Ces deux longs conflits se solderont par des défaites syndicales cuisantes, le syndicat ayant passé le gros de son temps à plaider devant les tribunaux que Québec contrevenait à la loi anti-scabs. Depuis, les appels à moderniser cette loi et citant en exemple ces deux conflits sont courants.

La raison pour laquelle je m'attarde sur toute cette histoire c'est pour dresser un portrait de l'effet dévastateur de la loi anti-scabs, les illusions colportées dans celle-ci par les bureaucrates syndicaux ayant été payées par de nombreuses défaites. En parlant des leçons de la grève de Minneapolis de 1934, le dirigeant trotskyste américain James P. Cannon expliquait bien le rôle de l'État dans les grèves au stade impérialiste du capitalisme :

« Le mouvement syndical d'antan, qui avait l'habitude de négocier avec les patrons sans interférence du gouvernement, appartient au musée. Le mouvement syndical moderne doit être dirigé politiquement, car il est confronté au gouvernement à chaque tournant. Nos gens y étaient préparés parce qu'ils étaient politiquement, inspirés par des conceptions politiques. La politique de la lutte de classe guidait nos camarades. Ils ne pouvaient être trompés ou manœuvrés comme l'ont été tant de dirigeants de grève à cette époque par ce mécanisme de sabotage et de destruction connu sous le nom de Conseil national du travail et par toutes ses instances auxiliaires. »

— James P. Cannon, *L'histoire du trotskysme américain* (1944 ; traduction française chez Pathfinder, New York, 2002)

Ces leçons de la grève de Minneapolis sont précieuses et, malheureusement, plusieurs grèves dans les dernières décennies les confirment par la négative. À la différence que dans le Québec d'aujourd'hui, la bureaucratie syndicale ne s'est pas « laissée bernier » par la loi anti-scabs, mais a plutôt complètement embrassé son cadre et l'utilise volontiers pour canaliser la colère des ouvriers.

Spartacist Canada et la loi anti-scabs : une opposition constante

J'aimerais souligner ici que la discussion que nous avons est en fait une réaffirmation de notre ligne historique sur la loi anti-scabs et que la position du BP en février dernier proposait en fait de la changer. En effet, *SC* [*Spartacist Canada*] a une histoire d'opposition constante à la loi anti-scabs au Québec et au Canada anglais.

Dès 1977, *SC* s'est opposé à la loi 45 du PQ et déclarait que « la loi 45 ne stoppera pas les briseurs de grève » (*SC* n° 19, septembre 1977). Puis le réaffirmait en 1978 (*SC* n° 23, février 1978). Et vient *SC* n° 27. Lors de la production de *RO* n° 3, c'est cet article que le BP avait trouvé et que l'on critiquait. La formulation que le BP dénonçait disait :

« l'usage de la loi du PQ pour casser les récentes grèves des travailleurs de l'Iron Ore à Sept-Îles et des travailleurs de la Commonwealth Plywood à Ste-Thérèse a montré qu'elle n'était qu'un autre outil des patrons dans leur arsenal anti-ouvrier. Dans ces deux grèves, la soi-disant loi "anti-scabs" du PQ a été utilisée pour protéger les scabs qui faisaient rouler la production alors que les tribunaux capitalistes émettaient des injonctions pour restreindre le nombre de piqueteurs » (ma traduction).



Bernier/Le Soleil

Lockout au *Journal de Québec* en 2007-08 : des scabs travaillent légalement, tandis que les bureaucrates détournent la lutte dans le cul-de-sac de la contestation judiciaire au nom de la loi anti-scabs. Résultat : une cuisante défaite pour ces travailleurs.

Personne n'est allé voir ce qui était réellement arrivé à la Commonwealth Plywood et à l'Iron Ore. J'ai trouvé peu de chose sur l'Iron Ore, mais j'ai trouvé une tonne d'articles sur la Commonwealth Plywood qui confirment ce que *SC* dit. À la Commonwealth Plywood une longue grève très dure a eu lieu avec des batailles rangées sur les lignes de piquetage. La bureaucratie syndicale cherchait à faire pression sur le PQ pour qu'il applique sa nouvelle « loi anti-scabs », mais Pierre-Marc Johnson ne voulait rien savoir et a même aidé publiquement la compagnie en reconnaissant la validité d'un contrat de travail signé avec un syndicat jaune, poignardant ainsi les travailleurs de la CSN dans le dos...

Toujours à la Commonwealth Plywood, le 7 juin 1978, la Sûreté du Québec provoque ouvertement les grévistes et une bataille a lieu devant l'usine. Des bureaucrates CSN parlent même de se doter d'une milice ouvrière dans le contexte où la grève démontre clairement que la loi anti-scabs n'est qu'une fraude. C'était certainement du baratin de bureaucrate de gauche, mais c'est une évidence qu'une « milice syndicale », tactique militante et nécessaire, contreviendrait certainement à la loi anti-scabs, sans parler du Code du travail ! D'ailleurs, cet épisode avait polarisé la CSN et beaucoup de militants avaient déchiré leur carte de membre du PQ à la suite de ce conflit. Évidemment, toute position qui ne soit pas une opposition à la loi anti-scabs nous aurait placés à la droite de toute la gauche, du mouvement ouvrier et même de l'aile gauche du PQ.

En 1983, après le meurtre d'un gréviste par un scab lors de la grève à l'Alcan Building Products à Toronto, *SC* dénonçait : « les dirigeants syndicaux et le NPD ont bougé rapidement pour détourner la colère des syndiqués dans des demandes pour une pseudo loi anti-scabs... ». Nos supporters dans le Letter Carriers Union of Canada sont allés sur les piquets de grève avec des pancartes disant « Pas des lois "anti-scabs" mais des piquets de masse pour gagner ! » (*SC* n° 58, juin 1983).



Coupure de *La Presse* pendant la grève explosive à la Commonwealth Plywood en 1978. La loi anti-scabs adoptée un an avant protège les scabs, mais les travailleurs maintiennent des piquets fermes.

Je pourrais continuer : *SC* n° 66 en 1986 lors de la grève des *meatpackers* à la Gainers Inc. d'Edmonton dénonce les illusions dans la loi anti-scabs. Lors de la grève militante des mineurs d'or à Yellowknife en 1992-93, grève marquée par l'usage massif de scabs et par l'assassinat de neuf d'entre eux par un syndicaliste militant, nous avons plusieurs articles polémiquant contre le cul-de-sac d'une telle loi anti-scabs, encore une fois poussée par la bureaucratie pour canaliser la colère des syndiqués (*SC* n° 90, *SC* n° 94, *SC* n° 96). Même lorsque Mike Harris, en 1995, annula la loi anti-scabs en Ontario passée sous le gouvernement Bob Rae, nous réaffirmions et expliquions que bien que nous dénoncions les attaques antisyndicales de Harris, la loi anti-scabs ne faisait pas partie des gains du mouvement ouvrier (*SC* n° 106). Et en 2002, dans *SC* n° 134...

On connaît tous les profonds problèmes politiques de *SC* sur la question nationale durant toute cette période, mais sur la loi anti-scabs, *SC* a fait un bon travail en démasquant les illusions dans celle-ci et en y opposant un programme pour des luttes de classe indépendantes de l'État capitaliste.

Les arguments du BP pour « soutenir critiqueusement » la loi anti-scabs

J'ai écrit que je pensais que ce que le BP poussait était une adaptation aux politiques de la bureaucratie syndicale, une forme d'opportunisme. C'est un peu fort dans la mesure où le journal que nous avons publié a fini par être tout à fait correct politiquement. Mais la logique de la position du BP allait en direction d'une adaptation aux politiques de collaboration de classe de la bureaucratie.

Les principaux arguments du BP pour justifier ce soutien à la loi anti-scabs étaient, premièrement, que toute la bourgeoisie est contre la loi anti-scabs, donc si nous ne la supportons pas d'une quelconque manière, on se retrouverait avec la bourgeoisie. Cet argument se démolit de lui-même dans la mesure où, même si la bourgeoisie au Québec reste opposée en principe à la loi anti-scabs, elle a fait la paix avec elle et a réalisé que, historiquement, la loi a contribué à pacifier la classe ouvrière québécoise tout en n'entravant pas ses affaires. Le Conseil du patronat du Québec a d'ailleurs laissé tomber une occasion en or de contester la loi anti-scabs devant la Cour suprême du Canada au début des années 1990, car pour eux le climat de

travail était « bon ». Une loi de l'État bourgeois peut très bien s'opposer aux intérêts d'une majorité des bourgeois pris individuellement tout en étant dans l'intérêt historique de la classe bourgeoise dans son ensemble.

Le second argument du BP était que de s'opposer à la loi anti-scabs nous ferait paraître comme étant pro-scabs aux yeux de la classe ouvrière. Il s'agit ici des pressions venant de la bureaucratie syndicale. Comme je l'ai mentionné, plusieurs travailleurs à ABI avaient été infectés par la ligne des bureaucrates sur la loi anti-scabs. Nous venions d'intervenir dans ce lockout et préparions un article que nous voulions leur distribuer. Il faut aussi rappeler que dans l'industrie de la construction où nous sommes intervenus pas mal et où nous faisons encore parfois des ventes, la bureaucratie syndicale demande toujours l'inclusion de ces travailleurs dans la loi anti-scabs, ces travailleurs n'étant pas couverts par celle-ci. Une position de soutien critique à la loi anti-scabs aurait sans aucun doute miné nos polémiques contre la politique traîtresse de ces bureaucrates qui canalisent la colère des travailleurs dans ce genre d'arnaque.

Argumentant contre la ligne du BP, une camarade m'a

Ligue trotskyste au Québec et au Canada

République ouvrière : republique.ouvriere@gmail.com
Workers Tribune : tl.workertribune@gmail.com

Montréal : C.P. 83 Succ. Place d'Armes
 Montréal QC H2Y 3E9
 (514) 728-7578
trotskyste.montreal@gmail.com

Toronto : C.P. 7198 Succ. A
 Toronto ON M5W 1X8
 (416) 593-4138
trotskyist.toronto@gmail.com

Vancouver : C.P. 2717 Main P.O.
 Vancouver BC V6B 3X2
 (604) 687-0353
tl.vancouver.bc@gmail.com

Site web de la LCI : icl-fi.org



Spartacist Canada

Grève à l'Alcan de Toronto en 1983 : militant syndical de la Ligue trotskyste (à droite) s'opposant aux politiques officielles de la bureaucratie. Sa pancarte dit : « Pas des lois "anti-scabs" mais des piquets de masse pour gagner ! »

demandé ce que nous ferions, avec une ligne de soutien à cette loi, si des travailleurs s'y opposaient de la gauche ? Je pensais que cela serait complètement impossible tellement j'étais convaincu que la loi anti-scabs... arrête les scabs ! Non seulement il est tout à fait possible que des travailleurs s'y opposent et défient la loi anti-scabs mais ça s'est déjà produit ! Des manifestations ouvrières importantes ont eu lieu en 1977 contre la loi 45 et contre la loi anti-scabs qui s'ingérait dans les affaires des syndicats.

Quand cette camarade me disait cela, je m'imaginai des travailleurs défilant avec des bannières « À bas la loi anti-scabs ! »... Évidemment, je ne pense pas que cela va arriver. Mais cette camarade faisait un point absolument central : chaque piquet de grève dur et militant qui ferme complètement une usine, même pour une courte période, est en quelque sorte une forme d'opposition à la loi anti-scabs et à tout son cadre, même si ce n'est pas conscient. Ce type d'action est rare de nos jours et les bureaucrates travaillent fort pour que ça n'arrive pas, mais ça se produit quand même puisqu'il en va de la conscience syndicaliste élémentaire de la classe ouvrière. De penser qu'on apparaîtra nécessairement comme pro-scabs car nous sommes contre la loi anti-scabs légitime la politique des bureaucrates comme quoi les lois anti-scabs sont la solution pour gagner des grèves.

La lutte de classe au Québec est extrêmement régulée, car le mouvement ouvrier y est puissant. Liée à la loi anti-scabs est la question de la formule Rand. Ces deux vont souvent ensemble et sont tous deux généralement présentés comme des acquis des syndicats au Québec. En fait, il est totalement contraire aux intérêts de la classe ouvrière et des syndicats que ce soient les patrons qui collectent les

cotisations syndicales ! La retenue des cotisations syndicales a été utilisée comme arme pour affaiblir les syndicats d'infirmières lors de la grève de 1989 (la FIIQ voit la retenue de ses cotisations suspendues par les patrons pendant 84 semaines). En 1990, une loi de retour au travail contre les 14 000 employés d'Hydro-Québec prévoyait la retenue du versement des cotisations au syndicat de 12 semaines par journée d'action « illégale »... La formule Rand, un peu comme la loi anti-scabs, est une formule antisyndicale de collaboration de classe : plutôt que de lutter pour des ateliers fermés [tous les employés embauchés doivent être membres du syndicat et c'est le syndicat lui-même qui impose sa discipline et perçoit les cotisations], la bureaucratie syndicale a laissé le soin aux patrons d'appliquer cette mesure, soumettant les revenus des syndicats à leur bon vouloir.

Personnellement un des aspects qui me poussait peut-être à soutenir la loi anti-scabs était aussi le contexte actuel. Nous vivons dans une époque réactionnaire, où les grèves sont souvent des défaites, ultracontrôlées par une bureaucratie légaliste qui n'a aucune autre perspective que la collaboration de classe. En relisant « Syndicalistes et révolutionnaires » de Cannon, j'ai été frappé par ce passage :



Spartacist édition en français n° 43, été 2017
(32 pages) 1 \$

Commandez/payez auprès de :
Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes,
Montréal QC H2Y 3H8



Photos de Minneapolis Historical Society

Le dirigeant trotskyste américain James P. Cannon en 1934 (à gauche) pendant la grève des camionneurs à Minneapolis (à droite). Un piquet de grève confronte scabs et auxiliaires de police.

« La façon la plus sûre de perdre sa conviction, c'est de succomber devant son environnement immédiat ; de ne voir les choses que comme elles sont, et non comme elles sont en train de changer et doivent changer ; de voir seulement ce qu'on a sous les yeux et d'imaginer que c'est immuable. »

— James P. Cannon (1953 ; en français dans *Spartacist* n° 30, printemps 1997)

Le contexte où Cannon écrivait cela était bien différent et je n'insinue pas du tout que le BP a perdu sa conviction. Mais il y avait peut-être une tendance à limiter sa compréhension de la question de la loi anti-scabs à ce que nous voyons aujourd'hui en termes de lutte de classe au Québec, c'est-à-dire pas grand-chose d'inspirant. C'est un peu pourquoi j'ai circulé quelques coupures d'articles pendant mon rapport : le marxisme nous apprend que les choses n'ont pas toujours été comme elles le sont aujourd'hui et elles sont donc appelées à changer.

Notre ligne sur la loi anti-scabs

Pour conclure, la loi anti-scabs cristallise parfaitement ce que Trotsky décrivait dans « Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste » en ce qui concerne leur intégration au pouvoir d'État. Il écrivait que les syndicats

« doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir de l'État. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes — c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée — la nécessité de s'adapter à l'État capitaliste et de tenter de coopérer avec lui. »

— Léon Trotsky (1940)

En épousant complètement le cadre de la loi anti-scabs, la bureaucratie syndicale rend ses armes et laisse à l'État bourgeois tout le pouvoir de déterminer qui est un scab.

Du même coup, elle s'assure aussi que les ouvriers soient désarmés et qu'ils n'aient pas l'idée saugrenue d'empêcher des gens d'entrer dans l'usine et de casser leur grève : la bureaucratie se transforme en police politique aux yeux de la classe ouvrière.

Nous sommes contre les lois anti-scabs. Notre opposition est liée à notre perspective pour une direction lutte de classe des syndicats et à la nécessité d'un parti ouvrier luttant pour le pouvoir des travailleurs.

Au Québec et au Canada anglais, les lois anti-scabs sont célébrées dans la gauche et le mouvement ouvrier comme de grands acquis alors qu'elles ne sont que des piliers de la collaboration de classe. C'est **notre devoir** d'expliquer que nous sommes **contre** les lois « anti-scabs » qui sont en fait des lois anti-piquets de grève déguisées. Nous devons dénoncer les campagnes pour leur « renforcement » ou pour l'adoption de telles lois comme des diversions visant à canaliser la colère de la classe ouvrière dans un cul-de-sac légaliste. J'expliquais ailleurs que nous ferions cela si nous avions des membres dans un syndicat, mais il importe que notre parti fasse cela partout où c'est nécessaire, à l'intérieur ou à l'extérieur des syndicats. Il nous faut aussi expliquer la nature de l'État en lien avec ces lois anti-scabs, c'est-à-dire que l'État capitaliste, ses flics, ses tribunaux, mais aussi ses organes bureaucratiques comme le ministère du Travail, le Tribunal administratif du travail et ses inspecteurs ne vont pas stopper les scabs ou défendre les grèves à la place des travailleurs ! **Pas d'illusion dans la loi « anti-scabs » ! Pour des lignes de piquetage fermes que personne n'ose traverser ! ■**

Camionneurs...

(suite de la page 3)

Il faut rompre avec les dirigeants ouvriers traîtres ! Pour un parti ouvrier révolutionnaire !

Il est révoltant que les voix les plus stridentes dans cette campagne hystérique, exigeant davantage de répression de l'État contre les camionneurs et les manifestants, soient celles du NPD et de ses laquais de gauche pseudo-socialistes comme La Riposte, la Ligue pour l'Action socialiste et le Parti communiste du Canada. La Riposte (entre autres) a même servi de troupes de choc au gouvernement, mobilisant des contre-manifestations dans plusieurs villes contre les camionneurs !

Ce n'est pas une surprise. Pendant toute la pandémie, le NPD et les chefs syndicaux du Congrès du travail du Canada et d'Unifor, ainsi que ceux des centrales syndicales du Québec, ont tous soutenu les confinements. Les confinements sont la réponse *réactionnaire* de la classe dirigeante capitaliste qui, face à la crise de la COVID-19, cherche à éviter au plus bas coût possible l'effondrement total de ses systèmes de santé délabrés. Les chefs syndicaux ont offert leur « pleine collaboration » aux patrons et à leur État, ils ont fait la promotion de l'« unité nationale » avec les patrons et ont fait avaler les confinements à leurs membres. Le NPD fédéral soutient sans relâche le gouvernement minoritaire de Trudeau ; et le gouvernement NPD de Colombie-Britannique a carrément administré l'imposition des confinements ! Les pseudo-socialistes de La Riposte, pour leur part, n'ont pas seulement soutenu les confinements ; ils ont milité pour qu'ils soient *encore plus drastiques* !

Tous ces traîtres à la classe ouvrière ont prétendu qu'il fallait soutenir les confinements de la bourgeoisie afin de « sauver des vies », qu'il existe une espèce de concept

« universel » et transclasse de la santé publique auquel nous sommes tous redevables, et qu'il faut faire preuve de « solidarité » (avec les patrons) pour « combattre la pandémie » et « se protéger les uns les autres » — en d'autres termes, que les travailleurs doivent accepter de suspendre leurs luttes et de se faire fourrer.

Non ! Les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie sont en tout temps *irréconciliables*, pandémie ou pas. La réponse immédiate du mouvement ouvrier à la crise de la COVID-19 aurait dû être : Il faut lutter pour *plus* de soins de santé, *plus* d'éducation, *plus* de logements, *plus* d'infrastructures ; il faut lutter pour des lieux de travail que *nous* considérons sécuritaires et non pas rester enfermés chez nous, seuls et désarmés. Réunions syndicales en personne, manifestations, grèves : c'est comme ça qu'on mène la lutte de classe dans le monde réel (pas sur Zoom). C'est *la seule* manière pour la classe ouvrière de défendre sa santé et sa sécurité et d'affronter ce qui alimente cette crise, le système capitaliste. Mais c'est précisément ces moyens de lutte de classe que les confinements visent à empêcher : les confinements *affaiblissent* en tous points la capacité de lutte de la classe ouvrière. S'y opposer est une condition préalable pour que le mouvement ouvrier puisse affronter cette crise à partir de *ses* intérêts. *À bas les confinements !*

Des systèmes de santé misérables aux logements et services publics complètement décrépités, la pandémie montre à tous que le soi-disant « État-providence canadien » n'est que supercherie. Production pour le profit, anarchie du marché, concurrence et domination impérialiste internationale, exploitation de la main-d'œuvre au moindre coût possible, attaques d'austérité en santé, en éducation et dans les services sociaux : c'est la nature même de la domination de classe capitaliste qui alimente la crise sanitaire et sociale. La pandémie fait ressortir d'autant plus clairement que, ne serait-ce que pour commencer à répondre à ces besoins humains de base, les travailleurs doivent prendre le contrôle de la société et l'or-

RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE & WORKERS TRIBUNE

Publications de la Ligue trotskyste au Québec et au Canada

Nom _____

Adresse _____ App. _____

Ville _____ Prov. _____

Code Postal _____ Tél. _____

Courriel _____

Abonnez-vous !

3 \$...3 numéros de *République ouvrière* plus *Spartacist* édition en français.

3 \$...3 numéros de *Workers Tribune* plus *Spartacist* édition en anglais.

Commandez/payez auprès de : Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8

ganiser dans le cadre d'une économie socialiste centralisée et rationnellement planifiée.

À chaque étape, les intérêts vitaux des travailleurs et des masses se heurtent aux capitalistes et leur propriété privée des usines, des mines et des banques, à leur mainmise globale sur les forces productives de la société, un pouvoir qu'ils protègent avec toute la force de leur État — composé centralement de l'armée, de la police, des tribunaux et des prisons. La bourgeoisie ne va pas renoncer paisiblement à ses intérêts fondamentaux, ni accepter de céder son pouvoir : le capitalisme ne peut pas être réformé. La classe ouvrière ne peut pas mettre la main sur cette machinerie de l'État (par des élections par exemple) afin de satisfaire ses intérêts — elle a besoin de son propre État, un *État ouvrier*, pour affronter la résistance de la bourgeoisie et faire respecter sa propre domination de classe.

La situation réclame de façon urgente une opposition communiste au gouvernement. Cela veut dire *rompre* avec les directions réformistes traîtresses actuelles et construire un nouveau parti, un parti révolutionnaire pouvant diriger la classe ouvrière jusqu'à la victoire dans sa lutte pour le pouvoir. La Ligue trotskyste et ses camarades ailleurs dans le monde sont les seuls dans la gauche aujourd'hui qui avancent une telle perspective révolutionnaire dans la pandémie. *Reforçons la IV^e Internationale, le parti mondial de la révolution socialiste !*

Pour un programme révolutionnaire dans la pandémie !

Bien que la colère des camionneurs et des manifestants contre le gouvernement soit totalement légitime, les slogans « Liberté » et « Fuck Trudeau » ainsi que la défense des « valeurs canadiennes », qui dominent ces manifestations, n'offrent aucune voie à la classe ouvrière et conduisent directement à soutenir une autre aile de cette même bourgeoisie canadienne oppressive. Que la colère à la base de la société n'ait trouvé que des expressions informelles et non prolétariennes est le résultat direct de la trahison des dirigeants ouvriers dans la pandémie. Leur politique a eu pour effet catastrophique de renforcer l'emprise de la bourgeoisie sur les travailleurs, ralliant ceux-ci derrière Trudeau, et laissant des forces de droite se présenter comme les seuls opposants aux mesures du gouvernement.

En l'absence d'un pôle ouvrier clair pendant la pandémie, la vaccination et les obligations vaccinales sont devenues des enjeux sociaux majeurs, et les manifestations des camionneurs ont polarisé la société surtout sur cette question. Soit on soutient tout ce que fait le gouvernement du moment qu'il le fait sous prétexte d'augmenter la couverture vaccinale, soit on s'oppose à tout empiètement sur les libertés civiles, à toute forme de vaccination obligatoire et parfois aux vaccins eux-mêmes. En tant que communistes, nous rejetons les deux côtés de ce débat. Le principe qui nous guide, ce sont *les intérêts de la classe ouvrière*. Il est dans l'intérêt de la classe ouvrière que tout le monde sur terre soit vacciné contre la COVID-19. Nous sommes pour la vaccination obligatoire, c'est-à-dire forcer les gens à se faire piquer le bras. Refuser de se



Desmarais/Méto

Des milliers de manifestants partout au pays ont joint leur colère légitime à celle des camionneurs pour protester contre les mesures sanitaires réactionnaires, comme ici à Québec le 5 février.

faire vacciner et propager le virus n'est pas un droit démocratique. Mais nous nous opposons à ce que la vaccination soit imposée par des mesures qui *attaquent la classe ouvrière* au nom de la vaccination. Nous sommes opposés à l'imposition par Trudeau de l'obligation vaccinale pour les camionneurs, qui condamnerait les camionneurs non vaccinés à perdre leur gagne-pain, de même que nous nous opposons à des mesures similaires contre les infirmières et autres travailleurs. Les mises à pied massives sont une attaque contre la classe ouvrière et les syndicats ; nous nous y opposons quelle qu'en soit la raison. Nous sommes aussi opposés au passeport vaccinal qui enregistre tous les mouvements de la population et transforme tout employé de bar ou commerçant en auxiliaire des flics. Nous tranchons contre toute polarisation bourgeoise dans la société en avançant un programme révolutionnaire de lutte *classe contre classe*, partant des besoins immédiats des travailleurs et faisant le lien avec la nécessité du pouvoir prolétarien pour les satisfaire.

Faire face à la situation actuelle exige immédiatement un programme massif de travaux publics pour construire de nouveaux hôpitaux et des infrastructures en santé, de nouvelles écoles et des logements de qualité, spacieux et abordables. *Saisir toutes les terres de la Couronne d'un océan à l'autre, ainsi que les meilleures tours à bureaux de Bay Street et des centres-villes de Vancouver et Montréal* est un bon point de départ. Il faut aussi une campagne massive d'embauche et de formation sous contrôle syndical, pour renforcer les services publics actuellement décrépis et développer de nouveaux programmes sociaux. Une façon réaliste de le faire : *exproprier les banquiers et les industriels !* Les petits commerçants, les bars et les restaurants ainsi que les étudiants croulent sous les dettes. *Annulation de toutes leurs dettes !*

Toutes ces revendications sont totalement contraires aux inepties de la gauche réformiste de « mettre le NPD au pouvoir avec un programme socialiste » et à leurs plans pour « taxer les riches » afin d'obtenir quelques miettes de plus, ou à leur soutien à Québec solidaire, un

parti carrément bourgeois. Tout parti prenant le pouvoir au parlement de Sa Majesté administre un gouvernement bourgeois qui défendra les capitalistes et attaquera la classe ouvrière. Il nous faut un **gouvernement ouvrier**, basé sur des conseils ouvriers !

Contre les attaques massives sur les conditions de travail et le coût de la vie croissant, il faut de toute urgence que les syndicats luttent pour **syndiquer les non-syndiqués** et pour une **augmentation générale et majeure des salaires, indexée à l'inflation** ! Contre le surmenage des uns et le chômage des autres, les syndicats doivent lutter **pour une semaine de 30 heures payées comme 40** pour répartir le travail entre toutes les mains. Contre les divisions raciales entretenues par les patrons, les syndicats doivent lutter pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrants afin d'unifier la classe ouvrière dans la lutte contre le pouvoir de la classe capitaliste.

Tout cela est contraire au programme des réformistes qui consiste à faire pression sur les bureaucraties syndicales actuelles. Le problème fondamental du mouvement ouvrier n'est pas son manque de combativité, mais le programme procapitaliste des directions syndicales qui cherchent seulement à renégocier les termes de l'exploitation ouvrière sous la dictature de la bourgeoisie. Aucune pression ne les fera renoncer à leur programme illusoire de « concertation » entre le capital et le travail. Ils doivent partir ! Ce qu'il nous faut, c'est une nouvelle direction, une **direction révolutionnaire** pouvant arrimer les luttes immédiates pour les besoins les plus élémentaires des travailleurs à la nécessité qu'ils prennent contrôle de la société, c'est-à-dire la seule manière de satisfaire leurs besoins.

En opposition au programme des dirigeants ouvriers traîtres de renvoyer tout le monde à la maison, de fermer plus d'usines et d'écoles et de faire appliquer des mesures sanitaires anti-COVID toujours plus strictes sous l'égide des agences de santé des patrons, il faut lutter sans attendre pour le **contrôle syndical de la santé et de la sécurité au travail** ! Il est suicidaire de s'appuyer sur les agences de l'État capitaliste comme le WSIB et la CNESST pour « protéger » les travailleurs ! Ce sont les syndicats, **pas** l'État capitaliste, qui doivent déterminer quelles conditions sont sécuritaires pour travailler. Tant que les patrons sont aux commandes, les profits passeront toujours avant la santé et la sécurité. L'État capitaliste est le bras armé des patrons : il est là pour imposer l'exploitation de la classe ouvrière, pas pour assurer des conditions de travail sécuritaires ! Quiconque pense que les patrons et leur État sont là pour défendre la santé n'est pas un socialiste mais un crétin.

Les « vraies valeurs canadiennes » — si tant et si bien qu'une telle chose existe — ce ne sont certainement pas la « liberté » et la « démocratie », mais l'oppression nationale anglo-chauvine du Québec et l'allégeance à la monarchie britannique, qui sont aux **fondements** de l'État



Olsen/Toronto Star

L'armée canadienne occupe Montréal pendant la crise d'Octobre en 1970.

capitaliste canadien — ce même État qui s'abat maintenant sur les camionneurs. Et ce sont les mêmes pouvoirs d'État répressifs, émanant de la Loi sur les mesures de guerre utilisée par Pierre Elliott Trudeau contre les indépendantistes québécois en octobre 1970, qui sont aujourd'hui utilisés par son rejeton. Cela montre clairement que les travailleurs au Canada anglais et au Québec ont un ennemi commun : la classe dirigeante canadienne. De leur côté, le NPD, La Riposte et le reste de la gauche réformiste canadienne sont tout aussi unis dans leur opposition aux droits nationaux du Québec qu'ils le sont derrière l'attaque de Trudeau contre les camionneurs. Nous disons :

Pour l'indépendance immédiate du Québec !

Il est crucial de mettre de l'avant la lutte pour la libération nationale du Québec sur une base révolutionnaire pour à la fois faire rompre les travailleurs du Canada anglais avec leurs directions anglo-chauvines, et faire rompre ceux du Québec avec leur direction nationaliste bourgeoise. Les travailleurs du Canada anglais ont un intérêt vital à prendre fait et cause pour cette lutte et en faire un levier pour chasser du pouvoir la bourgeoisie et établir le pouvoir de la classe ouvrière. Il ne fait aucun doute que de briser le joug de la domination du Canada anglais sur le Québec serait progressiste, même sous le capitalisme. Et au Québec, la séparation ne pourrait que rendre plus clair pour la classe ouvrière que la bourgeoisie nationaliste est son ennemie jurée. La bourgeoisie québécoise l'a maintes fois fait comprendre : elle luttera pour l'indépendance seulement dans la mesure où elle veut être mieux placée pour exploiter sa propre classe ouvrière. Les travailleurs au Québec ne seront pas libres dans un Québec capitaliste indépendant, il leur faut une **république ouvrière du Québec** !

La pandémie a montré à nouveau que les directions actuelles de la classe ouvrière au Québec et au Canada sont totalement prostrées devant leur propre bourgeoisie respective. Du NPD aux chefs syndicaux, c'est leur programme qui consiste à **maintenir le capitalisme** qui les conduit forcément à trahir la classe ouvrière. **Rompez avec le NPD, rompez avec les partis nationalistes bourgeois au Québec ! Pour un parti ouvrier révolutionnaire binational !** ■

La Riposte « socialiste » : social-trudeauiste

L'article ci-dessous a été publié conjointement avec le supplément en page 3.

De tous les groupes qui pataugent dans le marais pseudo-trotskyiste au Québec et au Canada, les membres de La Riposte se sont distingués comme les plus ardents partisans des confinements de Trudeau et les opposants les plus acharnés des camionneurs et des manifestants. Il n'y a tout simplement aucune différence entre la ligne avancée par La Riposte et la campagne hystérique de la bourgeoisie et de ses médias dociles. Un dirigeant de La Riposte a calomnié de façon répugnante l'intervention de notre organisation dans un rassemblement à Toronto en soutien aux camionneurs, nous accusant sur les médias sociaux de « soutenir l'extrême droite » ; il ajoutait : « Il est impossible qu'ils se soient mépris sur la nature d'extrême droite nationaliste et trumpiste de ce rassemblement où figuraient des drapeaux de Trump et des pancartes "Make Canada Great Again" ». En pointant du doigt quelques individus de droite pour dépeindre ces manifestations tout entières comme étant d'une « nature d'extrême droite », La Riposte dégorge ainsi le même mensonge que la bourgeoisie utilise pour justifier la répression.

Et ce ne sont pas des paroles en l'air : La Riposte s'est même *jointe* à des contre-manifestations qui appelaient à *plus* de répression de l'État contre les camionneurs et les manifestants, et elle a *aidé à les organiser* ! La base po-

litique réactionnaire de ces contre-manifestations ressort clairement d'une déclaration des organisateurs de l'une d'elles à Toronto :

« Les Torontois observeront de près avec quelle efficacité et quelle vitesse le gouvernement ontarien va agir. *Nous attendons toujours un gouvernement fédéral résolu [...]. Nous attendons rien de moins que l'enlèvement immédiat des barrages frontaliers, la libération d'Ottawa et la dispersion des convois* » (traduit et souligné par nous).

— Toronto Star, 11 février

Dans un récent article, La Riposte se lamentait pareillement que « les politiciens et la police se soient montrés incapables de faire face à l'extrême droite du Convoi de la "liberté" » (marxiste.qc.ca, 14 février). Eh bien, ils ont obtenu ce qu'ils voulaient : Trudeau vient d'invoquer la Loi sur les mesures d'urgence, une réaction « résolue » pour « faire face » au convoi. L'« opposition » hypocrite de La Riposte à la Loi sur les mesures d'urgence ne devrait tromper personne. Ce qu'ils *font* depuis le début des manifestations des camionneurs, c'est de mobiliser activement le soutien à la répression des convois. Il n'est pas surprenant de lire dans leur article « s'opposant » à la loi que :

« Il y a eu une certaine confusion, y compris à gauche, sur le bien fondé de soutenir ou non le gouvernement Trudeau dans la répression des convois et des barrages. »

— marxiste.qc.ca, 18 février

Effectivement, on parierait que plus d'un membre de La Riposte a éprouvé une « certaine confusion » quand



Fightback

En haut : Toronto, 5 février. Bannière de La Riposte qui régurgite les mensonges du gouvernement : « Travailleurs, unissez-vous contre l'extrême-droite ! Ripostez contre le fascisme ! » La Riposte a organisé et participé à des contre-manifestations pour plus de répression venant de l'État.

À droite : ils ont obtenu ce qu'ils voulaient. Le 19 février, des milliers de policiers ont occupé Ottawa et attaqué les manifestants antigouvernementaux en vertu de la Loi sur les mesures d'urgence de Trudeau.



leur direction n'a pas endossé ouvertement la Loi sur les mesures d'urgence, puisque c'est la **conclusion logique** de leur politique !

Pour donner une coloration populiste ou ouvriériste à son soutien à la répression, La Riposte appelle essentiellement à des milices communautaires pour « prendre les choses en mains » et elle appelle la classe ouvrière à « se mobiliser pour vaincre le convoi ». Si l'on prenait ces propos au sérieux, ça voudrait dire transformer des citoyens et des ouvriers en auxiliaires de la police dans la répression contre les camionneurs. Aussi répugnant que cela puisse être, ce n'est pas étrange venant de ces « socialistes » pro-flics qui ont pour position que les policiers sont des « travailleurs en uniforme ». Si vous doutez qu'il soit même possible d'avoir une telle position pour un groupe se prétendant socialiste (ou s'ils le nient, comme ils le font souvent), il suffit de regarder leur article « Le syndicat de la GRC gagne une grosse augmentation de salaire : tout syndicat doit demander la même chose ou mieux ! » (marxiste.ca, 7 octobre 2021 – en anglais). Contre la position criminelle de La Riposte que les flics font partie du mouvement ouvrier, nous disons : **Polices, gardiens de sécurité, gardiens de prisons, hors des syndicats !** C'est la revendication la plus basique et la plus élémentaire dans la lutte pour **l'indépendance complète des syndicats par rapport aux patrons et à l'État capitaliste !**

Fondamentalement, ce qui a provoqué une telle frénésie chez La Riposte, c'est son soutien endurci à l'unité nationale derrière les mesures sanitaires du gouvernement. Son soutien sans faille à l'« unité canadienne » et aux confinements devait logiquement l'amener à faire le travail de terrain pour écraser la dissidence contre le gouvernement. Effectivement, depuis le début de la pandémie, ces pseudo-socialistes plaident pour des confinements plus longs et encore plus draconiens ! La Tendance marxiste internationale (dont La Riposte est la section canadienne) a fait une déclaration pour exiger : « Toute production non essentielle doit être arrêtée. Les travailleurs de ces secteurs doivent rester chez eux et recevoir l'intégralité de leur salaire, aussi longtemps qu'il le faudra » (marxiste.org, 22 mars 2020). Un de leurs récents articles contre le convoi faisait écho sans scrupules au chantage moral de la bourgeoisie, disant que « La suppression immédiate de toutes les mesures sanitaires liées à la pandémie entraînerait une nouvelle vague et davantage de décès » (marxiste.qc.ca, 6 février). Toute prétention de ces réformistes de lutter pour quoi que ce soit dans l'intérêt des travailleurs dans la pandémie n'est qu'un mensonge éhonté, étant donné leur soutien aux confinements.

Alors que le NPD et les bureaucrates syndicaux sont complètement démasqués devant la classe ouvrière pour avoir trahi en soutenant et mettant en œuvre les confinements, La Riposte s'empresse à nouveau de donner des conseils à ces traîtres sur comment mieux tromper les travailleurs. Ils écrivent :

« cela a été le problème pendant toute la durée de la pandémie. Le mouvement syndical a été silencieux, a accepté la gestion de la pandémie par le gouvernement dans l'intérêt des capitalistes. Il a été silencieux alors qu'il aurait fallu revendiquer des méthodes ouvrières de lutte contre la pandémie. »

— marxiste.qc.ca, 6 février

Quel **blanchiment** des traîtres ouvriers ! Les directions actuelles de la classe ouvrière ont **activement mobilisé** derrière l'assaut de la bourgeoisie contre les travailleurs pendant toute la pandémie, et La Riposte a fait de même ! Ce qui préoccupe vraiment La Riposte, c'est que le NPD soit tellement indistinguable des libéraux qu'il perde du soutien électoral. Les communistes disent : tant mieux si le NPD est discrédité ! La pandémie montre clairement que les dirigeants actuels du mouvement ouvrier doivent partir et qu'il faut forger à leur place une nouvelle direction, une direction **révolutionnaire**. Le programme de La Riposte pour préserver à tout prix l'unité avec la social-démocratie canadienne est aussi à l'origine de sa propre opposition anglo-chauvine à l'indépendance du Québec et à la loi 101 (voir « Derrière le masque de La Riposte : ni socialisme ni indépendance », *République ouvrière* n° 3, hiver/printemps 2019).

La pandémie a été une épreuve décisive pour tout groupe prétendant se battre pour la révolution socialiste : soit on utilise la crise pour faire avancer la lutte révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie, soit on essaie de réconcilier les antagonismes de classe en faisant la promotion d'un programme bourgeois alternatif pour gérer la pandémie. La Riposte choisit sans conteste la deuxième voie. La pandémie a exposé encore plus clairement ces prétendus socialistes pour ce qu'ils sont vraiment : des défenseurs sans vergogne de la « démocratie » capitaliste canadienne. Non pas le pouvoir ouvrier, mais prendre le côté de l'État pour restabiliser l'ordre capitaliste ; non pas un parti révolutionnaire, mais la subordination continue des travailleurs aux directions procapitalistes ; non pas l'indépendance du Québec, mais le maintien de l'« unité canadienne » anglo-chauvine. Voilà ce qu'on obtient avec La Riposte « socialiste ». Rompre avec ce genre de politique réformiste est la condition préalable pour quiconque veut se battre pour en finir avec l'impérialisme canadien. ■

POUR L'INDÉPENDANCE ET LE SOCIALISME !

RÉPUBLIQUE OUVRIÈRE

Journal de la Ligue trotskyste Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Supplément Juin 2018 0,25 \$

Derrière le masque de La Riposte : ni socialisme ni indépendance

L'oppression du Québec est à la racine de l'État canadien et la lutte pour la libération du joug anglophone a toujours été un puissant moteur pour la lutte de classe. La question nationale est la question stratégique pour la révolution au Canada et au Québec. Au cœur du programme de la Ligue trotskyste se trouve notre engagement pour la libération nationale et pour la République ouvrière du Québec. Pour mener cette lutte, nous cherchons à construire un parti sur le modèle des bolchéviques, indépendant de tous les partis bourgeois ou réformistes. C'est en suivant l'exemple de la Révolution russe et en luttant pour la dictature du prolétariat que la classe ouvrière et tous les opprimés pourront s'émanciper.

Diamétralement à l'opposé de cette perspective on trouve les réformistes de La Riposte socialiste, le groupe au Québec de la Tendance Marxiste Internationale (TMI). Comme nous l'avons montré dans le premier numéro de *République ouvrière* (RO), la position de ce groupe a toujours été « s'opposer à la lutte de libération nationale du Québec. Dans son article « La question nationale et la lutte des classes au Québec » (12 janvier 2018), La Riposte adopte une nouvelle posture et emploie un langage qui peut sembler sympathique à la lutte contre l'oppression nationale. L'article cite Lenin et le poème Spout White, s'oppose à la Loi sur la clarté et parle d'« anglo-chauvinisme » et « d'État fédéral canadien réactionnaire ». Mais loin d'être une sérieuse révision de leur programme, il s'agit d'un article qui cherche à cacher leur réelle position. Comme un drapeau, La Riposte peut voler dans le sens du vent, mais ne peut s'élever du poteau qui le supporte : toute la politique de La Riposte tourne autour de la social-démocratie canadienne.

au service des travailleurs. Ils soutiennent par exemple que la police et les gardiens de prison, les chiens de garde des capitalistes, sont des « travailleurs en uniforme » qui peuvent être gagnés au côté de la classe ouvrière. Au Québec, La Riposte cherche aussi à construire la social-démocratie canadienne, mais cette fois dans Québec solidaire, un parti petit-bourgeois à posture populiste qui n'a même pas la prétention d'être un parti de la classe ouvrière (voir « QS et GND : charlatans populistes », RO n° 1, automne/hiver 2017-2018). En cherchant à concilier l'anglo-chauvinisme du NPD au milieu nationaliste de QS, La Riposte est amenée à faire d'impressionnants numéros de funambulation. Toutefois, ces acrobates ne peuvent tenir devant une analyse marxiste sérieuse.

Léninisme et question nationale québécoise

Contrairement aux théories confuses des réformistes, le point de départ légitime sur la question nationale est relativement simple. Il s'agit avant tout de l'opposition à l'oppression d'une nation par une autre. Comme le dit Lenin :

« Le programme de la démocratie ouvrière dans la question nationale, le voit : suppression absolue de tout privilège pour quelque nation et quelque langue que ce soit ; « abolition de privilèges de l'auto-détermination politique des nations », c'est-à-dire leur séparation et de leur coexistence en État indépendant, par une voie purement libre, démocratique... »

— « Notes critiques sur la question nationale », 1913

L'application de ces principes à une nation donnée dépend de son développement spécifique. Notre appel à l'indépendance du Québec sans condition préalable, que ce soit sous le capitalisme ou dans un État ouvrier, découle de notre compréhension de

Supplément à RO n° 2, juin 2018
(4 pages) 0,25 \$

Commandez/payez auprès de :
Les Éditions collectives, C.P. 583
Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8

À bas les confinements !

La classe ouvrière doit se défendre

Nous réimprisons ci-dessous la déclaration du Comité exécutif international de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) qui a été publiée le 19 avril 2021 en supplément à Spartacist.

Des systèmes de santé misérables, des logements décrépits, la production pour le profit, la tyrannie impérialiste : c'est la nature même du capitalisme qui alimente la crise économique et sanitaire qui ravage la planète depuis la COVID-19. Les bourgeoisies parasitaires ont réagi à la pandémie avec ce qui sert au mieux leurs intérêts : elles ont confiné de force toute leur population à domicile, en attendant la vaccination.

Les confinements des bourgeoisies sont des mesures de santé publique **réactionnaires**. Les travailleurs doivent s'y opposer ! Les confinements peuvent bien temporairement ralentir la propagation du virus mais ils **affaiblissent** la capacité de lutte de la classe ouvrière. En arrêtant des pans entiers de l'industrie et des services, ils ont provoqué une crise économique et jeté des masses de gens au chômage. Les fermetures d'écoles et de garderies ont alourdi le fardeau oppressif de la famille. La répression s'est considérablement intensifiée, les droits démocratiques et ceux de la classe ouvrière sont piétinés. Rassemblements, manifestations, voyages, grèves, activités syndicales : tout est soumis à restriction ou interdit. Les confinements visent à empêcher la classe ouvrière de lutter — la seule manière pour les travailleurs de réellement protéger leur santé et de combattre les causes sociales de la crise.

Prétextant qu'« on est tous dans le même bateau », les capitalistes mènent une guerre éclair contre la classe ou-

vière. Cassage de syndicats, licenciements massifs, baisses de salaires, augmentation des cadences, voilà la « nouvelle normalité ». Face à la double menace d'un virus meurtrier et des attaques des capitalistes, la classe ouvrière est désarmée. Dans le monde entier, les dirigeants procapitalistes des syndicats et des partis ouvriers collaborent loyalement à l'offensive de la bourgeoisie. Au nom de l'unité nationale et de la lutte contre le virus, ils trahissent la classe ouvrière.

Que ce soit les partis travaillistes britannique ou australien, le Parti social-démocrate ou Die Linke en Allemagne, le PS et le PC en France, ou le Parti communiste sud-africain, les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier jouent un rôle clé pour faire appliquer les confinements, au niveau local et national, et les faire avaler aux travailleurs et aux opprimés. Que ce soit l'AFL-CIO américaine, les syndicats mexicains et italiens ou les confédérations japonaises Rengo, Zenroren et Zenrokyo, les dirigeants syndicaux pressent leurs membres de soutenir les mesures de la bourgeoisie. Autrement dit : restez à la maison et faites-vous entuber !

C'est tout de suite qu'il faut défendre la santé et le gagne-pain de la classe ouvrière. Cela pose sans détour la tâche de forger une nouvelle direction du mouvement ouvrier. Les syndicats doivent lutter **contre** la fermeture des industries par l'État capitaliste et **pour** pouvoir travailler en toute sécurité. Les infrastructures sanitaires délabrées et les logements pourris doivent être reconstruits et décu-
plés immédiatement. Il faut exproprier les meilleures propriétés capitalistes, avec en même temps un programme

Il faut rompre avec les dirigeants ouvriers traîtres – Reforgeons la IV^e Internationale !

massif de travaux publics, pour fournir aux travailleurs des conditions de vie décentes.

Tous les intérêts vitaux des travailleurs et des opprimés se heurtent aux bases mêmes de la domination de classe capitaliste. Ce que montre clairement la crise actuelle, c'est qu'il faut émanciper les femmes du carcan familial, en finir avec l'oppression raciale et libérer le monde de l'exploitation impérialiste. La seule voie pour l'humanité passe par des révolutions ouvrières et l'instauration d'une économie socialiste planifiée internationale.

La faillite totale des dirigeants du mouvement ouvrier et de leurs laquais pseudo-marxistes place les prolétaires conscients devant la tâche vitale de construire une direction basée sur le programme révolutionnaire du trotskysme — le marxisme-léninisme authentique. La Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste) lutte pour construire un parti d'avant-garde léniniste international, l'instrument crucial pour apporter au prolétariat la conscience révolutionnaire et instaurer le pouvoir ouvrier. **Reforçons la IV^e Internationale, parti mondial de la révolution socialiste !**

À bas la collaboration de classes et l'unité nationale !

Depuis un an, la position de la LCI était d'accepter les confinements comme étant nécessaires. Nous répudions cette position. C'était une capitulation devant le cri de ralliement à « l'unité nationale » selon lequel toutes les classes doivent soutenir les confinements parce qu'ils sauvent des vies.

Pour cette cause soi-disant universelle, les dirigeants ouvriers sacrifient délibérément les intérêts du prolétariat. Comme toutes les questions de santé publique, la lutte contre la pandémie n'est pas au-dessus des antagonismes de classe. Derrière la préoccupation des capitalistes pour « sauver des vies », ils poursuivent en fait leurs intérêts de classe. La bourgeoisie ne s'intéresse à la santé publique que pour maintenir une main d'œuvre

bonne pour l'exploitation, au moindre coût possible, et pour protéger sa propre santé. Contrairement à cet objectif réactionnaire, l'intérêt du prolétariat est d'obtenir les meilleures conditions de vie et les meilleurs soins médicaux pour tous. Ces intérêts de classe clairement opposés ne sont pas conciliables, pandémie ou pas. La classe ouvrière ne peut défendre sa santé et sa sécurité que par sa mobilisation indépendante **contre** la bourgeoisie.

La bourgeoisie fait du chantage aux travailleurs en prétendant que la lutte pour leurs intérêts répandrait la maladie : les réunions syndicales et les manifestations menaceraient la santé publique, les travailleurs de la santé tueraient des gens quand ils se battent pour de meilleures conditions de travail, les écoles et les garderies devraient être fermées pour protéger les enfants. C'est un pur mensonge ! La lutte contre les confinements est le point de départ nécessaire pour s'attaquer aux causes sociales du désastre actuel. Les réunions syndicales sont **essentiels** à l'autodéfense des travailleurs. C'est **par les luttes** des travailleuses et travailleurs de la santé que passe l'obtention de meilleurs soins de santé. La lutte contre les fermetures d'écoles et de garderies est la **condition préalable** à de meilleures écoles et de meilleures garderies — et cela fait avancer le combat pour l'émancipation des femmes.

Dans *L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale* (1938), le dirigeant bolchévique Léon Trotsky écrivait :

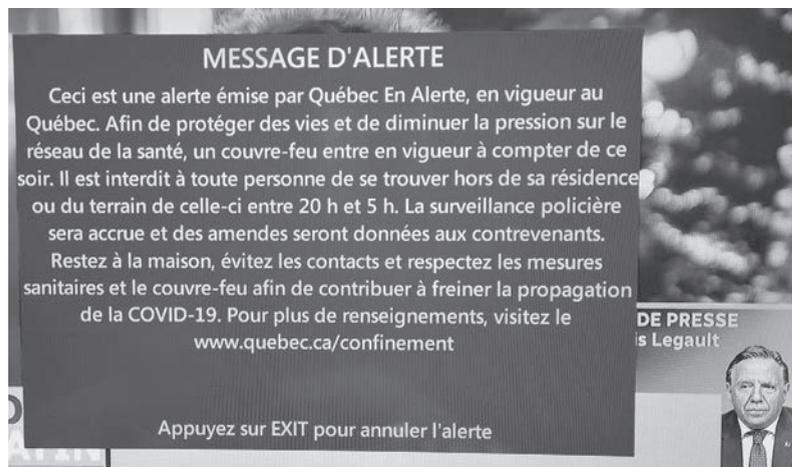
« Dans une société fondée sur l'exploitation, la morale supérieure est la morale de la révolution socialiste. Bons sont les méthodes et moyens qui élèvent la conscience de classe des ouvriers, leur confiance dans leurs propres forces, leurs dispositions à l'abnégation dans la lutte. Inadmissibles sont les méthodes qui inspirent aux opprimés la crainte et la docilité devant les oppresseurs [...] »

La bourgeoisie utilise toujours des impératifs moraux absolus comme « sauver des vies » pour justifier ses crimes. Les impérialistes allemands et français utilisent l'Union européenne pour saigner le prolétariat à travers l'Europe au nom de la « paix » et du « progrès social ».

Les impérialistes américains et leurs alliés de l'OTAN ont dévasté la Libye, l'Irak, l'Afghanistan et bien d'autres pays au nom de la « démocratie » et de la « liberté ». Ils ont envahi la Somalie en 1992 pour « nourrir les affamés ». Quand la bourgeoisie s'exclame qu'il faut « sauver des vies », c'est **toujours** pour inculquer la soumission envers la classe dirigeante et rallier les gens à l'unité nationale derrière ses propres intérêts.

Pour le contrôle syndical de la santé et sécurité !

L'État capitaliste — centralement constitué par la police, les prisons, l'armée et les tribunaux — est un appareil de violence organisée pour préserver la domination et les profits de la bourgeoisie. Les marxistes soutiennent certaines mesures de santé publique imposées par l'État quand elles sont bénéfiques à la classe ouvrière, comme la



ihearthradio.ca

Menace du gouvernement du Québec envoyée simultanément à toute la population lors de l'imposition du couvre-feu en janvier 2021. Les travailleurs sont pris à la gorge par le chantage moral pour se soumettre aux mesures sanitaires réactionnaires.

vaccination obligatoire, mais il est suicidaire de s'appuyer sur l'État pour protéger la santé et la sécurité.

Les staliniens du Parti communiste de Grèce sont des experts pour déformer ce B-A-BA du marxisme. Ils avancent, parmi leurs principales revendications dans les syndicats :

« Contrôle sanitaire organisé, sous la responsabilité des agences d'État, pour [empêcher] la propagation du virus sur le port du Pirée, chez [l'armateur] Cosco, sur les navires, sur la Zone des chantiers navals, dans les usines et unités industrielles qui emploient des milliers de travailleurs. »

— *Rizospastis* (1^{er} avril)

Ils enchaînent ainsi la classe ouvrière à l'État capitaliste et sèment des illusions dans la bienveillance de ses agences sanitaires. Les travailleurs doivent lutter pour le **contrôle syndical de la santé et sécurité**. Ce sont les syndicats, *pas* l'État capitaliste, qui doivent déterminer quelles conditions sont sûres pour travailler.

Les syndicats sont les organes élémentaires de défense de la classe ouvrière. Leur rôle est de défendre les ouvriers sur leur lieu de travail, pas de se battre pour qu'ils restent à la maison. C'est tout le contraire de ce que font les dirigeants des syndicats d'enseignants dans beaucoup de pays : ils se battent pour que le gouvernement maintienne les écoles fermées afin de « protéger » les enseignants et les élèves. Ils refusent lâchement de lutter pour des écoles sûres. Contre cette politique des bureaucrates syndicaux de « rester chez soi en attendant », il faut construire une direction lutte de classe s'appuyant sur la mobilisation de la base des syndicats et du mouvement ouvrier tout entier contre les fermetures, pour de meilleures écoles et pour des lieux de travail sûrs.

Il faut d'urgence des campagnes de syndicalisation pour unir et renforcer le prolétariat. Il faut syndiquer les travailleurs temporaires et ceux employés par des sous-traitants : ils doivent être payés au tarif syndical et bénéficier des mêmes avantages sociaux. Syndiquer les salariés qui ont peu de puissance sociale — dans le commerce, les bars et restaurants, la livraison, etc. — les placera sous la protection de la classe ouvrière organisée.

Réouverture de l'économie ! Luttons contre le chômage !

À la remorque des dirigeants traîtres du mouvement ouvrier, les organisations qui se réclament du trotskysme sont prostrées devant la bourgeoisie. Lutte ouvrière, la Tendence marxiste internationale (TMI), le World Socialist Web Site, le Groupe internationaliste, la Fraction trotskyste-Quatrième Internationale, et autres soutiennent tous les confinements et trahissent le prolétariat.

La TMI par exemple a exigé : « Toute production non essentielle doit être arrêtée. Les travailleurs de ces secteurs doivent rester chez eux et recevoir l'intégralité de leur salaire, aussi longtemps qu'il le faudra » (www.marxiste.org, 22 mars 2020). C'est une revendication totalement réactionnaire ne pouvant conduire qu'à davantage de licenciements ! La TMI veut mettre des couches entières de la classe ouvrière au chômage et les faire dépendre de l'aide sociale.

La classe ouvrière tire sa puissance sociale de son rôle dans la production. Le mouvement ouvrier doit **s'opposer** aux licenciements et au chômage partiel en luttant pour des programmes d'embauche et de formation dirigés par les syndicats, et pour la réduction du temps de travail, sans perte de salaire, de façon à répartir le travail entre toutes les mains. La crise actuelle montre qu'il faut absolument une **augmentation** de la production et des services : davantage de soins médicaux, et de meilleure qualité ; construction massive de logements sociaux ; des locaux spacieux et bien ventilés pour les écoles et les garderies ; de meilleurs transports publics. La réouverture et l'expansion de l'économie sont nécessaires pour satisfaire les besoins des travailleurs et lutter contre le chômage et la paupérisation.

Pour des soins médicaux de qualité, gratuits pour les usagers !

Le système de production pour le profit ne peut pas offrir des soins médicaux adéquats. Expropriation sans compensation des hôpitaux privés et religieux et des sociétés pharmaceutiques ! Pour la formation et l'embauche massives, dirigées par les syndicats, de travailleurs du secteur de la santé et des hôpitaux ! Abolition des brevets, afin que les vaccins et les médicaments puissent être produits massivement dans le monde entier !

Face à la ruine des systèmes de santé, les réformistes de tout poil revendiquent leur nationalisation. Left Voice, section américaine de la Fraction trotskyste, appelle ainsi à « nationaliser toutes les industries liées à la santé, sous contrôle ouvrier » (*Left Voice*, 13 avril 2020). Ne vous faites pas avoir par le verbiage de gauche de ces sociaux-démocrates. Ils plaident pour des confinements **plus stricts**, qui entraveraient davantage encore toute action de masse du prolétariat, rendant impossible la lutte pour de meilleurs soins médicaux.

Le modèle de contrôle ouvrier de Left Voice, le voici : « En Argentine, les travailleurs montrent comment faire. Dans tout le pays, des usines contrôlées par les travailleurs commencent à produire sans patrons pour satisfaire les besoins et non pour le profit. » Ce dont parle Left Voice, c'est de la prise de contrôle de quelques usines marginales et en faillite, dans l'Argentine capitaliste. Ce n'est *pas* un modèle à suivre. La perspective de Left Voice, c'est la gestion par les travailleurs d'un système de santé nationalisé dans le cadre du capitalisme, c'est-à-dire la collaboration de classes institutionnalisées. Libérer la santé des griffes des profiteurs capitalistes n'est possible qu'en détruisant l'État bourgeois, en le remplaçant par la dictature du prolétariat et en expropriant la classe capitaliste.

La classe ouvrière doit défendre tous les opprimés !

Les couches inférieures de la classe moyenne sont dévastées. Le soutien criminel des dirigeants ouvriers et de toute la gauche réformatrice aux confinements laisse le champ libre à l'extrême droite en permettant à de sinistres réactionnaires et à des fascistes purs et durs de se présenter comme les défenseurs des droits démocratiques et les champions de la petite bourgeoisie ruinée. Un parti

révolutionnaire mobiliserait la classe ouvrière pour défendre tous les opprimés et les rallier aux côtés des travailleurs dans le combat contre la bourgeoisie.

En Asie, en Amérique latine et en Afrique, des millions de paysans pauvres sont saignés à blanc par les propriétaires fonciers et les banques tandis que les confinements condamnent les vendeurs de rue à la famine. Partout, les petits commerces, les bars et les restaurants, ainsi que les étudiants, sont étranglés par les dettes. **Toutes leurs dettes doivent être annulées !**

Des millions de cols blancs sont obligés de travailler de chez eux. Le « télétravail » entraîne des licenciements et des heures supplémentaires non payées, isole les travailleurs, facilite les attaques antisyndicales et rend pratiquement impossible l'organisation des syndicats. Les grèves ne se gagnent pas sur Zoom, mais sur les piquets de grève. Tout syndicat digne de ce nom doit s'opposer aux plans de « télétravail ».

Les immigrés représentent une composante cruciale de la classe ouvrière et ils travaillent de façon disproportionnée dans les services durement frappés, pour des salaires de misère. Pour unir ses rangs, la classe ouvrière doit lutter pour les pleins droits de citoyenneté pour tous les immigrés !

Socialisation des fonctions de la famille !

La bourgeoisie essaie de toutes ses forces de faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Les confinements font retomber entièrement sur la famille, et principalement sur les épaules des femmes, la responsabilité de la garde et de l'éducation des enfants, et des soins aux personnes âgées. Les femmes sont forcées de retourner au foyer, perdent leur emploi en plus grand nombre que les hommes, et sont victimes d'une augmentation drastique des violences conjugales. Les enfants et les adolescents sont emprisonnés avec leurs parents. On laisse les personnes âgées mourir seules dans des maisons de retraite sordides.

Si les confinements montrent une chose, c'est que le programme féministe de redistribuer les tâches domestiques au sein de la famille est un cul-de-sac. Ce qu'il faut, c'est sortir du cadre familial les corvées domestiques : des garderies gratuites ouvertes 24 heures sur 24, des laveries et restaurants collectifs, des maisons de retraite de qualité.

Les confinements ont renforcé les piliers du capitalisme — l'État, l'Église et la famille. L'émancipation des femmes ne peut être accomplie que dans le cadre d'une transformation socialiste mondiale, où la famille sera remplacée par la socialisation de la garde des enfants, et du travail domestique. **Pour la libération des femmes par la révolution socialiste !**

À bas l'impérialisme !

Le système impérialiste mondial, où quelques grandes puissances sont en concurrence pour diviser le monde et exploiter des milliards de personnes, est la source même de la crise mondiale actuelle. Face à la pandémie, il faut une réponse internationale coordonnée. Mais c'est impossible dans un système basé sur les rivalités interimpérialistes et la concurrence entre États-nations. L'impérialisme écrase et bloque le développement économique, social et culturel du monde, dans l'intérêt des Bourses de Wall Street, Tokyo, Londres, Francfort et Paris. Les impérialistes utilisent cette crise pour serrer le nœud du capital financier international qui étrangle les pays dépendants. **Annulation de la dette imposée par les impérialistes ! À bas l'ONU, le FMI, l'OTAN, l'ALENA 2.0 et l'Union européenne !**

Défense de la Chine ! Les impérialistes redoublent d'efforts pour provoquer une contre-révolution capitaliste qui renverserait la Révolution de 1949 et soumettrait l'État ouvrier déformé chinois à leurs déprédations. Pour une révolution politique ouvrière pour chasser la bureaucratie stalinienne !

Femmes et Révolution



Women and Revolution (Femmes et Révolution), qui entre 1973 et 1996 a été publié séparément en tant que revue de la commission femmes de la Spartacist League/U.S., reflète notre engagement en faveur de la lutte pour la libération des femmes par la révolution socialiste. Des articles *Femmes et Révolution* paraissent désormais dans *Spartacist*.

Tomes reliés (en anglais)

- Tome 1 :** n° 1 à 20, mai/juin 1971 à printemps 1980 27 \$ (port inclus)
- Tome 2 :** n° 21 à 36, hiver 1980-1981 à été 1989 (épuisé)
- Tome 3 :** n° 37 à 45, printemps 1990 à hiver/printemps 1996, 30 \$ (port inclus)

Tomes reliés entièrement indexés.

Women and Revolution
Journal of the Women's Commission of the Spartacist League

From East Berlin to Tashkent:
Capitalist Counterrevolution Tramples on Women

SEE PAGE 23

- Letter On Fighting Female Casual Migration in France 2
- Mobilize Now to Stop Militarism! 4
- Murders Righty Against Gay in Mexico: Stop the Killings! 6
- Taxation of Native Women in Canada 14
- Australian Capitalist Attacks Target Immigrants' Women Workers 18
- USA: Immigrant Women Workers Expose Racist Abuse 40
- Clinton Bows to Anti-Gay Hysteria 44
- Behind the Scenes of the Death Penalty 48
- No Friend of Working Women 48

Women and Revolution n° 42, printemps/été 1993, 1 \$

Femmes et Révolution

La Révolution russe et l'émancipation des femmes

Mouvements ouvriers et étudiants en 1917. Sur la Bannière - Cadres ouvriers et sociaux, socialistes et révolutionnaires

Spartacist édition en français n° 37, été 2006, 2 \$

Commandez/payez auprès de : Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8

Pour de nouvelles révolutions d'Octobre !

Corée du Sud, Suède, Australie ? La presse bourgeoise n'en finit pas de débattre quel pays a trouvé le meilleur compromis entre une masse de morts et une masse de répression. Nous, marxistes, avons un modèle entièrement différent : la Révolution bolchévique de 1917. Sous la direction des bolchéviks de Lénine et Trotsky, la classe ouvrière a brisé les chaînes de l'exploitation capitaliste et fait progresser l'humanité d'un pas de géant. Le système de santé publique était l'une des grandes prouesses de l'État ouvrier soviétique, bien qu'il ait été forgé au creuset de la Guerre civile et de l'invasion impérialiste, dans un territoire déjà ravagé par la guerre mondiale. L'homme qui présida à sa création, Nikolaï Semachko, écrivait en 1919 :

« Sortir de leur cave moisie les pauvres des villes pour les loger dans des pièces spacieuses de bâtiments bien construits, combattre réellement les maladies sociales, créer des conditions de travail normales pour les travailleurs — tout ceci est irréalisable si nous considérons la propriété privée comme quelque chose de sacré et d'inviolable. Le vieux système de santé hésitait devant cela comme de-



gazeta.ru

Nikolaï Semachko, commissaire soviétique à la santé publique, s'adressant à des mineurs en 1920.

vant une barrière infranchissable : le pouvoir soviétique — le pouvoir communiste — a brisé cette barrière. »

— « Les tâches de la santé publique en Russie soviétique », publié dans *Bolshevik Visions : First Phase of the Cultural Revolution in Soviet Russia*, textes rassemblés par William G. Rosenberg (University of Michigan Press, Ann Arbor, 1990) ■

La lutte pour réarmer la LTQC dans la pandémie

Motion du comité central

10 juillet 2021

La motion imprimée ci-dessous témoigne de la dure bataille interne qu'a dû mener notre organisation pour corriger notre capitulation initiale à l'unité nationale au début de la pandémie. La motion a été adoptée lors d'une réunion du comité central de la Ligue trotskyste au Québec et au Canada pour faire appliquer le cadre programmatique de notre déclaration internationale « À bas les confinements ! » (reproduite ci-haut), publiée trois mois auparavant. Entre le début de la pandémie et l'adoption de cette motion, la direction de la Ligue trotskyste avait adopté trois autres motions qui soutenaient directement les confinements ou mettaient de l'avant une critique libérale de ceux-ci. En répudiant ces trois motions, la motion ci-dessous a établi clairement que ce qui définit notre position marxiste dans la pandémie ce n'est pas seulement de s'opposer aux confinements, mais de s'y opposer sur

la base d'un programme faisant avancer la lutte pour la révolution socialiste ; elle explique les tâches centrales que cela soulève pour les révolutionnaires.

Motion : La première motion du BP [bureau politique] adoptée le 18 mai 2021 défend la motion libérale du 24 mars 2020 qui soutenait les confinements et capitulait à l'unité nationale. Il n'y a aucune distinction de principe entre les motions du 24 mars 2020, du 1^{er} juillet 2020 et du 18 mai 2021 : toutes trahissent la classe ouvrière. Que ce soit en ciblant certaines ou l'ensemble des mesures des gouvernements, la LTQC a toujours mis de l'avant une critique libérale des confinements ; soit parce qu'ils sont répressifs ou des « mesures de santé publique réactionnaires ». Le caractère **décisif** de notre opposition aux confinements c'est qu'elle est basée sur un programme révolutionnaire

de lutte de classe indépendante contre la bourgeoisie et l'unité nationale. S'opposer aux confinements sur toute autre base que celle-ci, c'est défendre un programme bourgeois qui cherche à réconcilier les antagonismes de classe plutôt que d'utiliser la crise pour faire avancer la lutte pour le renversement de la bourgeoisie.

En critiquant les confinements d'un point de vue libéral, la LTQC rejetait les bases mêmes qui font du soutien aux confinements une trahison de classe. Il n'est pas *suffisant* de simplement noter que les dirigeants ouvriers ont trahi les travailleurs en leur faisant avaler les confinements, ce qui est parfaitement compatible avec une critique libérale des confinements. La ligne de principe c'est que le soutien aux confinements signifie la subordination complète du prolétariat à ses ennemis de classe et la collaboration avec la bourgeoisie dans ses attaques dévastatrices durant la pandémie. La direction de la LTQC capitulait aux directions du mouvement ouvrier en les critiquant sur tout *sauf* leur crime principal durant la pandémie. La seule manière pour le prolétariat de défendre ses intérêts vitaux passe par sa lutte indépendante contre la bourgeoisie, ce que les confinements entravent à tous les niveaux. Toute prétention des réformistes de lutter pour ceci ou cela qui serait dans l'intérêt de la classe ouvrière est hypocrisie et mensonge s'ils supportent et plaident pour davantage de confinements. Les exposer pour ce crime doit être notre point de départ dans le contexte de la pandémie.

Depuis le début de la pandémie, la LTQC a rejeté la position marxiste élémentaire que les intérêts du prolétariat sur les questions de santé publique — comme sur toute autre question — sont directement opposés à ceux de la bourgeoisie et irréconciliables avec eux. La condition préalable d'un programme prolétarien dans la pandémie c'est d'exposer et de rompre avec le mensonge qu'utilisent la bourgeoisie et ses lieutenants ouvriers pour subordonner les intérêts de la classe ouvrière, soit que « sauver des vies » est une cause universelle qui transcende les intérêts de classe. La direction de la LTQC a continuellement capitulé à la propagande bourgeoise qui dicte que la lutte de la classe ouvrière pour ses intérêts tuerait des gens. Cette capitulation s'exprime dans un soutien tacite ou ouvert aux confinements, mais aussi dans la position défendue par les camarades que s'opposer aux confinements signifie sacrifier les intérêts de santé immédiats du prolétariat au nom de la révolution socialiste future. La défense des besoins immédiats du prolétariat en matière de santé est inséparable de la lutte contre les confinements et pour la révolution socialiste.

Tout au long de la pandémie, le programme de la LTQC enchaînait les travailleurs à l'État capitaliste, nourrissant l'illusion que l'État est là pour « protéger les gens » et qu'il est une instance « neutre » au-dessus des antagonismes de classe. D'abord, en soutenant les confinements. Ensuite, en se limitant à des critiques sociales-démocrates de l'État, par exemple que le problème avec l'État est le sous-financement des services publics ou ses « politiques répressives ». L'implication est qu'avec des politiques différentes ou des réformes radicales, l'État capitaliste peut être mis au service des travailleurs. L'autre côté de cette

même politique c'est de nier que l'État puisse faire quoi que ce soit qui coïncide avec les intérêts de la classe ouvrière (par exemple la position incorrecte argumentée par un camarade de s'opposer à la PCU). C'est penser que des réformes soutenables invalideraient le programme marxiste sur l'État. La ligne fondamentale entre réformisme et marxisme ne consiste pas dans la possibilité que la bourgeoisie puisse faire des réformes ou prendre des mesures soutenables pour la classe ouvrière — ce qu'elle fait toujours selon ses propres intérêts. L'État est un appareil de violence pour maintenir la domination capitaliste sur la classe ouvrière ; celle-ci ne peut s'appuyer sur cet appareil pour défendre ses intérêts, mais doit briser la machine d'État bourgeois et instaurer la *dictature du prolétariat*. Là est la ligne de principe entre léninistes et sociaux-démocrates.

En poussant un programme bourgeois en opposition à la déclaration du CEI sur tous les aspects déterminants — les confinements, l'unité nationale, l'État — le BP a nécessairement capitulé aux forces mêmes qui poussent la collaboration de classe dans le prolétariat au Québec et au Canada : la social-démocratie anglochauvine au Canada et la bureaucratie syndicale nationaliste au Québec. La tâche centrale pour la LTQC, c'est de mener une lutte acharnée contre la subordination du prolétariat à la bourgeoisie par les dirigeants traîtres du mouvement ouvrier. Leur trahison dans le contexte de la pandémie pose de manière brûlante la nécessité de rompre avec ces directions et de forger un parti révolutionnaire binational qui lutte pour la libération nationale du Québec et le socialisme. ■

À bas les confinements !

Déclaration du Comité exécutif international de la LCI (19 avril 2021)

Disponible en allemand, anglais, arabe, catalan, chinois, coréen, espagnol, français, grec, italien, japonais, tagalog, turc.



En ligne sur le site web icl-fi.org

Crise...

(suite de la page 1)

sauvagement « son » prolétariat. Que ce soit pour résoudre la question sociale ou la question nationale, les travailleurs doivent lutter pour une **république ouvrière du Québec** !

Pandémie et trahison

La bourgeoisie québécoise a répondu à la pandémie de COVID-19 de la façon qui servait le mieux ses intérêts : enfermer tout le monde à la maison pendant des mois pour essayer de freiner la propagation du virus mauvais pour sa *business*, et pour éviter au moindre coût possible l'effondrement total du système de santé déjà au bord du gouffre. La toile de fond immédiate pour la crise sociale qui n'en finit plus, c'est précisément cette réponse de la bourgeoisie à la pandémie de COVID-19 et la trahison colossale des directions actuelles de la classe ouvrière pour l'avoir soutenue. Pertes d'emplois massives, détérioration drastique des conditions de travail, affaiblissement des syndicats, renforcement de l'oppression des femmes, etc., tous les problèmes qui continuent de s'abattre sur la classe ouvrière ont été horriblement exacerbés par les confinements. Les travailleurs regardent ces deux dernières années de pandémie et savent à quel point ces mesures étaient inhumaines.

Mais en même temps, beaucoup se disent toujours « qu'il fallait bien faire quelque chose » ou « qu'on n'avait pas d'autre choix que les confinements ».

C'est que pendant plus de deux ans, le gouvernement a fait avaler aux travailleurs le chantage moral que les confinements sont nécessaires pour « sauver des vies » et qu'il faut tous s'unir derrière la classe dirigeante au nom d'un concept universel et transclasse de la « santé publique ». **Non !** L'alternative à la gestion catastrophique de la pandémie par la bourgeoisie, c'était de s'attaquer aux racines de la crise qui se trouvent dans la domination capitaliste et sortir du cadre de la propriété privée, de la production pour le profit, des attaques d'austérité contre les services publics, du logement subordonné aux intérêts des magnats immobiliers, etc. Pour protéger la santé des travailleurs et celle de leurs proches contre la menace d'un virus mortel, il fallait des grèves et des mobilisations pour plus de soins de santé, plus d'éducation, pour le contrôle syndical de la santé et de la sécurité, pour des conditions de travail que les travailleurs eux-mêmes considèrent sécuritaires : autant de choses pour lesquelles il est impossible de lutter en restant enfermé, isolé chez soi et ligoté par « l'unité nationale » avec les patrons et leur gouvernement, contre qui toutes ces demandes sont forcément dirigées. S'opposer aux confinements, qui ont **affaibli** en tout point la capacité de lutte de la classe

(suite page 24)

Reine...

(suite de la page 2)

Le gouvernement conservateur archi-réactionnaire de Truss n'aurait pas pu rêver d'une meilleure tournure des événements. Le pays est en pleine crise : inflation, récession, flambée des factures d'énergie, pénurie de main-d'œuvre, effondrement quasi-total des services publics. Même le vaisseau amiral de la Royal Navy est tombé en panne. La mort du monarque donnera la chance à cette bande de coucous à la tête du gouvernement de faire figure de dirigeants d'État et de mettre la crise nationale en veilleuse. Tout cela grâce aux dirigeants de la classe ouvrière qui ont déclaré une paix de classe unilatérale.

Ce pays a un besoin urgent d'une révolution. La seule raison pour laquelle il est encore gouverné par un vestige barbare du Moyen Âge et une classe dégoûtante de financiers inutiles, riches et suceurs de sang, c'est parce que pendant plus d'un siècle, la classe ouvrière a été dirigée par des travaillistes pas de colonne, cireurs de bottes de la Couronne et du Capital. Pour aller de l'avant, les travailleurs et les opprimés doivent briser les chaînes du travaillisme et se rallier autour d'une nouvelle direction et d'un programme révolutionnaires. Alors que les travaillistes présentent leurs condoléances à Charles III, nous, communistes, nous remémorons le sort de Charles I^{er}.

À bas la monarchie ! À bas le Royaume-Uni réactionnaire ! Pour des républiques ouvrières ! Pour le soviet international !

WORKERS HAMMER 

No 248 • AUTUMN 2022 Newspaper of the Spartacist League

Queen croaks, Labourites crawl



The Queen is dead
A monarch of national unity is sweeping the country and the capital in a spring rain for her "gracious" and "wise" death with all that! Queen Elizabeth II, leader over the remnants of the empire, except British Empire—from Quebec to Hawaii to Botswana, the process—both Labour and Tory—of the Man Man in Kenya, and the British Commonwealth and the British Empire—England, Wales, Northern Ireland, Scotland, and the Channel Islands, that price force created the nation state. She was the living embodiment of all these crimes and more. King Charles III carries on this blood-soaked reign.

The monarch is the death throes of the working class in this country. Before her body was cold, Mick Lynch of the RMT and Steve Hall of the CWU—the "heroes" of the so-called "summer of discontent"—cancelled strikes in order to join the army of patriots and national unity. Some goes for ANZUP and the list is likely to grow. As the highest representatives of class privilege die, these leaders are telling workers that fighting against their own starvation must wait, out of respect to the monarch. There are no workers who leaders but lackey of the ruling class.

The Liz Truss, Labour leader Sir Keir Starmer—this pretentious knight of His Majesty—is called to mourning. We repeat there that it is not just the Blairites, Jeremy Corbyn, Zarah Sultana, Sam Tarry, John McDonnell, Ian Lavery, Ian Byrne and

Nery's flagging broke down, death of the monarch is not giving the government the chance to appear nationalistic and put the national crisis on the back burner—call thanks to the leaders of the working class, declaring unilateral

This country largely must continue to be ruled by a barbaric conspiracy of the Middle East and a filthy rich, blood-drinking class of neo-fascists because for over a century the working class has been led by spineless Labourite leaders of Crown and Capital. He go forward, workers and oppressed need to break the chains of Labourism and only around a new, revolutionary leadership and programme. In Labourism give candidates to break. All we communists recall the face of Charles I.

Even with the monarch, those with the *monarchy United Kingdom* For workers opposed! For the internationalist

—Spartacist League/Britain
9 September 2022

Trotsky on the monarchy

Republy they declare: "I've not kinder" the country's progress and needs not change than a president of you want all the expense of election, and so on and so forth. Such a speech by Labour leader imply a fact called anything other than conventional wisdom. Really to work in line on the bourgeois parliament in the name of bourgeois rule and as long as the bourgeoisie has the need of extra-parliamentary methods, that the bourgeoisie can't do necessary any reply on the issue of all extra-parliamentary, i. e. real firms, directed against the working class. The British bourgeoisie is the most feudalistic monarchy. This is not the British government, but the title of the Great Mogul in India and depicted in sculpture from the holy city of Delhi, in spite of the fact that by this time the title had become only a nominal one. The British bourgeois understood that under certain conditions the Great Mogul could become the focal point of a struggle of Indian upper class crisis against the ruling class.

In 1904, Trotsky wrote a program on the same time to declare that only "I've not kinder" and come cheaply in just the same as, for example, acknowledging material science had been known to a which's invention, acknowledging on the grounds that the work comes cheap-

In such a "title" the whole man is expressed, along with his specific material science and the complete fabric of his ideological system. For a socialist revolution of the monarch is the death of the monarch. It is a matter of the complete overthrow of the ruling class of all elements of government. Such a task, both politically and ideologically, includes only collaboration with the monarchy. —(Works of Leonid Brezhnev, volume 2, New York Publications, London, 1976)

Publication de la Spartacist League/Britain
Workers Hammer n° 248, automne 2022
0,50 \$

Commandez/payez auprès de :
Les Éditions collectives
C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8

« État-providence » québécois



Bussière/Radio-Canada

Une urgence fermée en 2020 : allez vous faire soigner ailleurs.



Journal de Montréal

Écoles publiques en ruines : gare à vos enfants...



Roussel/Radio-Canada



Boissinot/PC

Infirmières et enseignantes font face à des conditions de travail inhumaines. À gauche, des infirmières en grève bloquent le pont de Québec (19 octobre 2020). À droite, des travailleurs de l'éducation de la CSQ manifestent devant l'Assemblée nationale pendant les négociations du secteur public (30 mars 2021).

ouvrière, c'était le point de départ nécessaire pour monter une réponse prolétarienne et révolutionnaire à la crise.

C'est grâce au soutien indéfectible des bureaucraties syndicales traîtresses que la bourgeoisie a pu imposer ses mesures réactionnaires et dévastatrices. Que ce soient les chefs de la FTQ, CSN, ou CSQ, *toutes* les directions syndicales se sont ralliées derrière « papa Legault », le drapeau québécois et le déluge d'unité nationale, laissant la classe ouvrière complètement désarmée face aux attaques dévastatrices de la bourgeoisie. En raison de l'oppression nationale du Québec, il est toujours plus facile pour la bourgeoisie ici et ses lieutenants ouvriers de faire passer ses intérêts de classe pour ceux de toute la nation : Il faut se tenir « tous ensemble, nous les Québécois » et se rallier derrière l'« État québécois » (en réalité une province de l'État canadien administrée dans l'intérêt de la bourgeoisie québécoise). Foutaise ! La pandémie a juste illus-

tré, de façon encore plus frappante, que le nationalisme bourgeois mène à la trahison totale des intérêts des travailleurs et que la seule façon de faire avancer ces intérêts, c'est en luttant *contre* la bourgeoisie québécoise, pas en s'unissant derrière elle.

C'est dans les périodes de crise comme celle de la COVID-19, lorsque les contradictions entre les intérêts de la classe ouvrière et ceux de la bourgeoisie sont exacerbées, que les patrons ont d'autant plus besoin de l'unité nationale. C'est donc sans surprise que tous les partis présents à l'Assemblée nationale se sont unis derrière Legault tout au long de la pandémie, laissant de côté leurs différences secondaires pour s'unir autour de leur devoir premier et commun : servir « l'intérêt national ». Ceux qui, à la veille du scrutin du 3 octobre, pensent que QS ferait les choses vraiment différemment de la CAQ n'ont qu'à bien se rappeler que QS a totalement soutenu le gouvernement

Déclaration des organisations syndicales - Alliance APTS-FIQ, CSN, CSQ, FTQ - Notre priorité : la santé et la sécurité de toutes les Québécoises et de tous les Québécois

QUÉBEC, le 15 mars 2020 /CNW Telbec/ - Nous sommes ici aujourd'hui, nous qui représentons près de 500 000 travailleuses et travailleurs des services publics, pour assurer le gouvernement de notre pleine et entière collaboration devant la pandémie du coronavirus, une situation pour assurer le gouvernement de notre pleine et entière collaboration devant la pandémie immenses défis que nous

Nous avons abordé la rencontre de cet après-midi en confirmant au gouvernement, d'entrée de jeu, notre engagement à tout mettre en œuvre pour que la population du Québec obtienne tous les services nécessaires et que ces services se donnent dans les conditions les plus sécuritaires possible. Nous nous attendons à ce que le gouvernement soutienne l'ensemble des travailleuses et des travailleurs dans leurs efforts et qu'il reconnaisse l'apport plus qu'essentiel des « anges gardiens », comme les appelle à juste titre le premier ministre. C'est pourquoi il faut, à notre avis, éliminer toutes les contraintes qui pourraient nuire à la mobilisation de celles et ceux qui seront sur le terrain, 24 h sur 24, 7 jours sur 7, pour rendre les services aux Québécoises et aux Québécois.

C'est dans ce contexte que les organisations syndicales et le Conseil du trésor ont convenu de suspendre les négociations pour l'instant, tout en maintenant les conversations bien ouvertes.

« Unité nationale » et trahison de classe durant la pandémie : Les bureaucraties syndicales jurent de leur « pleine et entière collaboration » avec le gouvernement du Québec dans cette déclaration commune du 15 mars 2020, désarmant les travailleurs face aux attaques capitalistes.

Legault tout au long de la pandémie. Les quelques critiques sporadiques de Nadeau-Dubois sur le caractère « antidémocratique » de certaines mesures de Legault ne trompent personne quant au fait que, sur les questions de fond, QS était entièrement à l'unisson avec le gouvernement sur la nécessité d'imposer les confinements et de réprimer la classe ouvrière. Il y a eu une crise, et ce parti a démontré on ne peut plus clairement qu'il est tout aussi au service de la bourgeoisie québécoise que la CAQ, les libéraux ou le PQ.

Profitant de l'unité nationale autour des confinements et du soutien unanime à Legault, les conservateurs d'Éric Duhaime sont les seuls à avoir tiré leur épingle du jeu pendant la pandémie, créant un nouveau parti bourgeois pratiquement sur la seule base de leur opposition aux confinements. Duhaime canalise maintenant une bonne part de la colère accumulée contre la réponse du gouvernement à la pandémie derrière son programme libertarien réactionnaire. Mais les conservateurs ne sont pas plus une alternative pour la classe ouvrière, et la supposée « liberté » dont ils parlent, ce n'est que la liberté des capitalistes d'exploiter les travailleurs sans entraves gouvernementales, « à la Margaret Thatcher ».

Ce qu'il fallait tout au long de la pandémie c'est une **opposition communiste** aux gouvernements pour canaliser la colère légitime contre les mesures sanitaires dans une direction prolétarienne et révolutionnaire. Mis à part la Ligue trotskyste, les autres groupes se réclamant du marxisme au Québec ont tous soutenu les confinements et demandé à ce qu'ils soient **plus longs et plus durs**, portant leur part de responsabilité pour cette trahison de la classe ouvrière. Le résultat désastreux de leur programme politique c'est d'avoir laissé des forces bourgeoises et réactionnaires comme le Parti conservateur se présenter comme les seuls opposants aux mesures sanitaires, tout en ralliant la majorité de la classe ouvrière derrière les gouvernements et leur campagne d'unité nationale (voir notre article sur les manifestations des camionneurs en page 3).

Poser clairement une alternative révolutionnaire contre les principaux partis bourgeois au Québec est encore la tâche centrale pour les marxistes ici ; la pandémie a simplement démontré on ne peut plus clairement que les

groupes réformistes ne sont pas à la hauteur de la tâche et ne sont que des larbins de la bourgeoisie.

La CAQ : fédéraliste, xénophobe et anti-ouvrière

Avec sa défense des « valeurs québécoises », beaucoup de travailleurs croient que la Coalition avenir Québec de François Legault peut à tout le moins défendre leurs droits nationaux et tenir tête au gouvernement fédéral oppresseur à Ottawa. Mais les ritournelles de Legault sur la « fierté québécoise » sont un show de boucane : **la CAQ est contre l'indépendance**. Son programme « autonome » est un programme fédéraliste pour maintenir le statut de province du Québec dans le cadre oppressif et assimilationniste du Canada.

Même les mesures de défense du français contenues dans sa loi 96 et les modestes pouvoirs en immigration



Remiroz/PC

Le premier ministre Justin Trudeau s'esclaffe en serrant la main de son sous-fifre François Legault (13 décembre 2019).



Hughes/PC

Montréal, 9 avril 2019 : Manifestation contre la loi 21 raciste.

que Legault réclame du fédéral, bien que généralement soutenables, ne règlent pas d'un iota l'oppression nationale du Québec. La loi 96 n'est qu'une pathétique caricature de la loi 101, qui elle-même n'a jamais réglé l'oppression linguistique des Québécois malgré de réelles avancées. Et le Québec peut bien essayer de grappiller tous les pouvoirs en immigration qu'il souhaite, le contrôle des frontières est un attribut indissociable de la souveraineté et ne pourra être acquis par le Québec qu'en se *séparant* du Canada. À vrai dire, même les quelques pouvoirs en immigration que le Québec a pu arracher jusqu'à aujourd'hui ont été obtenus comme concessions du fédéral parce que celui-ci craignait l'indépendance : soit vous les accordez, soit on se sépare. Les arguments de Legault sur la nécessité de lui donner « une forte majorité » pour faire contrepoids à Trudeau sont du poisson pourri. Peu importe le nombre de caquistes élus, la CAQ n'a *aucun* rapport de force contre Ottawa parce qu'ils sont absolument dédiés au maintien du Québec dans la Confédération. Trudeau peut cracher au visage des Québécois autant qu'il voudra avec ce programme fédéraliste. C'est simple : la seule façon de mettre fin à tous les aspects de l'oppression nationale des Québécois (pas juste la langue et les frontières), c'est par l'indépendance... le rejet de laquelle se trouve à l'origine et aux fondements mêmes de la CAQ.

Avec son rejet de l'indépendance, la seule carte que Legault peut abattre pour canaliser les aspirations nationales des travailleurs québécois c'est son nationalisme conservateur et réactionnaire « de survivance » qu'il ne peut affirmer autrement que par ses attaques racistes contre les minorités et les musulmans en particulier. Un tel nationalisme n'est pas sans rappeler l'époque d'avant la Révolution tranquille quand les Québécois se faisaient marteler « les valeurs » de repli sur soi, xénophobes et anti-femmes par le clergé catholique et la bourgeoisie québécoise qui se satisfaisait pleinement de son rôle de sous-fifre administrant une province pour le compte de la bourgeoisie anglo-canadienne. Le seul objectif du nationalisme identitaire de Legault c'est de diviser et d'affaiblir la classe

ouvrière multiethnique, permettant à la bourgeoisie de mieux faire passer ses attaques sur la classe ouvrière et de l'exploiter davantage.

La loi 21 est une attaque raciste pure et simple contre les femmes musulmanes. Sous prétexte frauduleux de défense de la laïcité (qui au Québec devrait en fait signifier la séparation complète de l'État et de l'Église catholique dominante), toute cette loi est faite de manière à viser spécifiquement les femmes voilées, déjà souvent au bas de la société, et à les marginaliser encore davantage en leur barrant les emplois d'enseignante et dans les CPE. L'interdiction de services dans d'autres langues que le français pour les immigrants après six mois, contenue dans la loi 96, est faite du même tissu raciste : une telle mesure fait *obstacle* en réalité à la transition des immigrants entre leur langue maternelle et le français et les marginalise encore davantage. De telles politiques sapent la lutte

pour la libération nationale en divisant les travailleurs, enchaînant davantage les Québécois « de souche » à leur propre bourgeoisie et rejetant les immigrants dans les bras du multiculturalisme trudeauiste anti-Québec. Appuyer la CAQ est suicidaire pour la classe ouvrière !

Impasse solidaire

Contre la CAQ, virtuellement toute la gauche au Québec s'affaire à construire Québec solidaire, une alternative qui mène tout autant à la défaite pour la classe ouvrière. Appelant à un nouveau « projet de société » pour combattre le « néolibéralisme » et à renouer avec le « modèle québécois », QS puise dans les illusions dans le soi-disant « État-providence » issu de la Révolution tranquille pour faire contrepoids à la CAQ avec son propre nationalisme



Hughes/PC

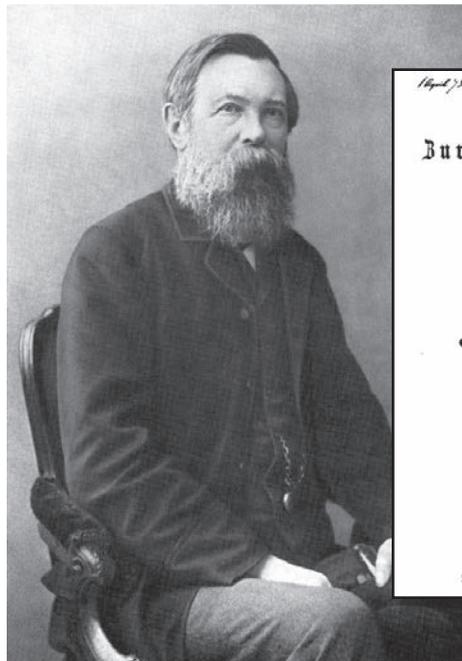
Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de Québec solidaire, ne cache pas sa filiation spirituelle avec le PQ « progressiste » de René Lévesque.

« progressiste ». Nonobstant sa position pour l'indépendance, le principal attrait de QS pour beaucoup de ses supporters c'est qu'il promet certaines réformes qui amélioreraient un tant soit peu les conditions de vie : investissements en santé et en éducation, 50 000 logements sociaux, assurance dentaire, salaire minimum à 18 \$, etc.

Mais arrimer la lutte pour l'amélioration immédiate des conditions de vie au véhicule de QS garantit que cette lutte ira droit dans le mur. Toute avancée de la classe ouvrière, même les réformes les plus partielles et réversibles, se frappe nécessairement aux intérêts de la classe capitaliste et ne peut être arrachée qu'en *opposition* à celle-ci. Financer adéquatement les services publics ? Mais il faut alors confronter les patrons, leurs profits, leurs chambres de commerce qui vous répondront cordialement de « manger un char... » du moment que vous voulez piger dans leurs poches. Construire des logements abordables et de qualité ? Mais il faut encore des sommes colossales, confronter tous ces promoteurs immobiliers qui veulent construire le plus *cheap* possible et les gros propriétaires qui veulent tous engranger un maximum de profits. Améliorer les conditions de travail, hausser les salaires, assurer des emplois bien rémunérés à tous et aux femmes en particulier, etc. : tout ce qui est nécessaire immédiatement pour la classe ouvrière se heurte à des intérêts capitalistes profondément ancrés.

C'est simple : les intérêts des travailleurs et ceux de la bourgeoisie sont diamétralement opposés et absolument *irréconciliables*. Avancer les intérêts des travailleurs requiert par définition d'aller à l'encontre de ceux des capitalistes et ne peut donc se faire que par une lutte tout aussi irréconciliable contre eux. À l'inverse, tout le programme de QS est basé sur le mensonge qu'il est possible de concilier ces intérêts en administrant l'État — l'outil de la bourgeoisie pour maintenir sa domination de classe — dans l'intérêt de « tous les Québécois », ces messieurs les Péladeau et Molson comme les travailleurs et travailleuses. QS n'a aucune prétention de lutter pour le socialisme, ou de s'attaquer directement à la propriété privée de la bourgeoisie ; il pense au contraire pouvoir convaincre les patrons d'ici qu'un « meilleur compromis », qui donnerait un visage plus humain au capitalisme en mettant quelques pansements ici et là, serait dans leur intérêt.

Ce programme n'est pas un « moindre mal », mais constitue un *obstacle* à la mobilisation indépendante du prolétariat contre la bourgeoisie, la seule façon de faire avancer ses intérêts fondamentaux. D'ailleurs, la classe ouvrière québécoise devrait se souvenir comment se termine le film intitulé « Collaboration de classe » : le PQ aussi parlait de « projet de société » et se disait avoir un « préjugé favorable » aux travailleurs, ce qui ne l'a pas empêché d'être un parti de la bourgeoisie québécoise qui a *écrasé* les aspirations des travailleurs. Le *remake* que propose QS aujourd'hui n'est pas plus original, et certain-



W.E. Debenham

Friedrich Engels, l'un des fondateurs du socialisme scientifique, a expliqué dans *La question du logement* qu'il est impossible de régler les crises du logement sans sortir du cadre de la propriété privée et du capitalisme. Ci-haut, édition originale en allemand de 1872.

nement pas meilleur.

Autre exemple plus récent, en Grèce, l'expérience de Syriza a bien démontré le cul-de-sac où mènent de tels partis bourgeois « progressistes » au gouvernement. Syriza promettait lui aussi de redonner quelque souveraineté au peuple grec, saigné à blanc par les impérialistes de l'Union européenne (UE), et d'améliorer ses conditions de vie en mettant fin à l'austérité imposée par Berlin et Paris. Mais contre la volonté des masses grecques exprimée lors du référendum de juillet 2015 contre le plan d'austérité de l'UE, Syriza a continué d'organiser le pillage du pays et la destruction du niveau de vie des Grecs en imposant les diktats des impérialistes de l'UE. Pourquoi ? Parce que c'était la seule voie possible sur la base de son programme procapitaliste. Pour faire face aux impérialistes de l'UE, il fallait s'appuyer sur la mobilisation de la classe ouvrière et de ses comités d'action pour annuler la dette, prendre possession des banques, des ports et des industries, bref autant d'éléments de programme en contradiction directe avec le programme de Syriza basé sur la sainteté de la propriété privée et de l'État bourgeois. « Tenir tête » aux impérialistes appelait nécessairement à briser les limites du cadre capitaliste. Avec un programme fondé entièrement sur le respect de ces limites, tout ce qui restait comme option pour Syriza c'était d'imposer aux travailleurs grecs la ligne que les capitalistes avaient tracée dans le sable et de réprimer toute contestation pour la franchir.

QS, pour sa part, ne ferait rien de différent par rapport à Syriza et remplirait exactement le même rôle pour le compte de la bourgeoisie québécoise ici. Si cette dernière décidait de se ranger derrière QS et de le porter au pouvoir,

ce ne serait que pour mieux désarmer les travailleurs et toute contestation sociale, les rallier derrière ce véhicule bourgeois et mieux faire passer ses attaques par la suite.

La gauche encastrée dans QS

La gauche qui se réclame du socialisme au Québec est bien consciente de la trahison qu'a imposée Syriza aux travailleurs. C'est qu'elle est bien placée pour le savoir : les camarades grecs de La Riposte « socialiste », par exemple, ont **construit** Syriza et **lié** les travailleurs à ce parti bourgeois pendant des années ! Loin de tirer les leçons de cette « expérience », c'est **exactement la même chose** qu'ils reproduisent ici en construisant QS, une trahison de classe pure et simple.

La Riposte rétorquera que pour éviter une éventuelle trahison de la part de QS, il suffirait de « maintenir la pression » sur le parti pour qu'il demeure fidèle à son programme « progressiste ». C'est dans cet esprit que les membres de La Riposte (ou des membres de QS qui s'identifient comme La Riposte, c'est la même chose) affirment dans leur manifeste de campagne dans QS qu'ils sont « de plus en plus alarmés par ce que nous croyons être une dérive importante des racines radicales de notre parti », ajoutant que : « Nous devons revenir aux traditions anticapitalistes de notre parti et renouer avec les traditions socialistes de la gauche québécoise. » (« Manifeste : Pour un Québec solidaire, luttons pour le socialisme », marxiste.qc.ca, 2021). C'est le même son de cloche fondamentalement du côté d'Alternative socialiste qui ne diffère en rien de La Riposte dans son désir de voir fleurir Québec solidaire.

Aucune pression ne pourra jamais changer la nature capitaliste de QS. Pour ces groupes, le programme procapitaliste de QS s'explique par des questions organisationnelles ou conjoncturelles : la chefferie, les « instances », le « manque de vision » de QS, etc. Si seulement on fait



NurPhoto

Grèce, juin 2017 : des manifestants assiègent le ministère de l'Intérieur du gouvernement Syriza, qui a trahi les aspirations des travailleurs une fois au pouvoir ; Québec solidaire remplirait le même rôle au Québec.

assez pression sur la direction, alors le parti sera poussé plus à gauche. Mais la politique n'est pas une question de mots ou de « bonne volonté », mais de forces sociales et de programmes représentant des intérêts de classes antagonistes : dans la société capitaliste divisée en classes, un parti ne peut pas représenter **en même temps** les intérêts de la bourgeoisie **et** du prolétariat. Le programme procapitaliste de QS, c'est **la nature même** de ce parti.

Issu de la fusion de la gauche petite-bourgeoise « communautaire » d'Option citoyenne et d'un ramassis de divers groupes pseudo-marxistes, QS est un parti purement bourgeois qui n'a aucun lien organique avec le mouvement ouvrier, une sorte de version laïque de la démocratie chrétienne (comme le faisait remarquer Pierre Falardeau au sujet d'Option citoyenne). Tant que le parti demeurerait marginal, celui-ci pouvait bien inscrire à son programme n'importe quel verbiage pour laisser ces pseudo-marxistes désillusionnés se convaincre qu'ils font encore partie d'un mouvement « anticapitaliste ». Maintenant que le parti aspire à prendre les rênes du gouvernement à Québec, c'est tout naturellement qu'il délaisse ses phrases à consonance trop « radicale » pour prouver à la bourgeoisie québécoise qu'il est respectable et pourrait mieux faire le travail que Legault.

Il faut être absolument cynique, ou dans le meilleur des cas un sot, mais certainement pas un marxiste, pour argumenter comme ces membres de La Riposte ou d'Alternative socialiste qu'il faut être « proche » des « gens de gauche » et les encourager à se « conscientiser » en participant au « projet progressiste » de QS, sur la base duquel on pourra un jour construire un vrai parti socialiste. **Non !** La seule position marxiste conséquente, c'est une lutte impitoyable **contre** QS pour **briser** cet obstacle à la mobilisation indépendante du prolétariat, à la construction d'un parti révolutionnaire et au socialisme. Voilà ce pour quoi ne lutteront jamais La Riposte et Alternative socialiste, l'unité avec le reste de la petite-bourgeoisie bien-



Opportunisme en action : La Riposte participe à la construction de QS. Au contraire, les vrais révolutionnaires luttent pour briser cet obstacle nationaliste.

pensante de QS étant la chose la plus précieuse au monde dans leur cœur esseulé d'opportunistes invétérés.

Pour un programme révolutionnaire !

Les travailleurs ayant une conscience de classe et les jeunes qui veulent lutter pour la libération nationale et sociale doivent dès maintenant consolider un pôle révolutionnaire autour d'un programme clair. La Ligue trotskyste est la seule aujourd'hui à mettre de l'avant ces éléments de programme fondamentaux : une lutte acharnée pour faire rompre le prolétariat des principaux partis nationalistes, et une perspective de lutte partant des besoins les plus immédiats de la classe ouvrière liée avec la république ouvrière du Québec pour réaliser la libération nationale et sociale. Voici des positions clés qui doivent dès maintenant être portées dans tous les milieux de travail et sur la base desquelles forger une **opposition communiste** dans les syndicats :

- **Aucun soutien à la CAQ, au PQ, à QS et aux autres partis de la bourgeoisie !** La condition préalable pour faire avancer les intérêts de la classe ouvrière, c'est qu'elle lutte absolument indépendamment de toutes les forces bourgeoises et de celles qui voudraient maintenir l'unité avec elle. Pour un parti ouvrier révolutionnaire !
- **À bas l'impérialisme et l'oppression nationale ! Pour l'indépendance du Québec !** La bourgeoisie québécoise est prête à faire l'indépendance seulement si les impérialistes américains sont d'accord et si ses propres intérêts économiques sont garantis : au moindre obstacle, elle capitule. S'allier avec elle est suicidaire ; il

faut compter uniquement sur la classe ouvrière, y compris les travailleurs anglophones d'Amérique du Nord, pour avancer la lutte de libération nationale.

- **Investissements massifs en santé, en éducation et dans tous les services publics !** Pour un programme massif d'embauche dans les services publics sous le contrôle syndical ! 30 heures de travail payées comme 40 pour répartir le travail entre toutes les mains disponibles ! Construction de nouveaux hôpitaux, de nouvelles écoles, de maisons de retraite de qualité et d'autres infrastructures dans le cadre d'une économie planifiée. Lier ces luttes au programme de QS et ses suivex pour « taxer les riches » c'est déclarer forfait en partant.
- **Logements de qualité abordables pour tous !** Saisie immédiate des maisons et logements spacieux de la bourgeoisie, des tours à bureaux, des propriétés de la Couronne et des bâtisses sous-utilisées de l'Église catholique ! Programme de construction massif sous contrôle ouvrier et expropriation sans compensation des grands propriétaires, des géants immobiliers et des grandes compagnies de construction par une république ouvrière !
- **Reforçons la Quatrième Internationale !** Sans parti révolutionnaire internationaliste, impossible pour le prolétariat ici de contrer les pressions nationalistes à la collaboration de classe et de conserver son indépendance politique. La lutte pour la construction d'une direction révolutionnaire au Québec et au Canada est indissociable du combat pour reforger la Quatrième Internationale, parti de la révolution socialiste mondiale. ■

SPARTACIST
Organe du marxisme révolutionnaire

Nouveau !

SPARTACIST

Organe du marxisme révolutionnaire

SPARTACIST

NUMBER 67 ENGLISH EDITION AUGUST 2022

World in Turmoil
The Trotskyist Answer

Ukraine War
Turn the Guns Around!

Pandemic
Down With the Lockdowns!

Defend China!
For Political Revolution!

AUSTRALIA... BRITAIN... CANADA... IRELAND... SOUTH AFRICA... USA...

SPARTACIST

EDITION EN FRANÇAIS PRINTEMPS 2019

République ouvrière et Workers Tribune
Levons la bannière du léninisme !
Pour l'indépendance du Québec et le socialisme !

Programme et tactiques trotskystes dans la France d'après-guerre
Constitution de mai 1946 :
le PCI avait raison de voter « oui »

Le Troisième Congrès du Comintern
et la lutte pour le bolchévisme

Femmes et Révolution
Genèse de l'oppression des femmes
Un hommage à Lewis Henry Morgan

ALGERIE... BELGIQUE-FRANCE... QUÉBEC-CANADA... USA...

SPARTACIST

SUPPLÉMENT EDITION EN FRANÇAIS HIVER 2020-2021

Plénum du CEI de la LCI : La lutte
contre les capitulations centristes à l'UE

À bas l'UE !
À bas l'impérialisme français !

MEXIQUE-FRANCE... QUÉBEC-CANADA... USA...

Spartacist édition en français n° 44 printemps 2019 (64 pages) **1,50 \$**

Supplément au n° 44 hiver 2020-2021 (16 pages) **0,50 \$**

Commandez/payez auprès de : Les Éditions collectives, C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8

Ukraine...

(suite de la page 32)

des forces armées russes comme celle des forces armées ukrainiennes conduira nécessairement à davantage d'oppression. Le gouvernement ukrainien ne se bat pas pour libérer l'Ukraine mais pour l'asservir davantage encore aux puissances impérialistes de l'OTAN/UE, auxquelles il est lié depuis le coup d'État de 2014 soutenu activement par les États-Unis. Sa victoire aggraverait aussi l'oppression de la minorité russe en Ukraine. De l'autre côté, l'invasion de l'Ukraine par la Russie ne vise qu'à remplacer la botte impérialiste par le knout russe. La lutte nationale légitime des populations de Donetsk et de Louhansk pour se gouverner elles-mêmes est maintenant amarrée aux buts de guerre réactionnaires plus larges de la Russie. La révolution en Ukraine et en Russie résoudrait la question nationale, en finirait avec les oligarques et inspirerait les travailleurs du monde entier à se soulever contre leurs propres exploiters.

Une issue révolutionnaire à la guerre actuelle est nécessaire et possible. En 1917, les travailleurs russes et ukrainiens étaient aussi utilisés comme chair à canon par leurs dirigeants. Ils ont mis fin à cela en fusillant leurs officiers et en se joignant aux ouvriers insurgés sous la direction des bolchéviks pour chasser leurs exploiters communs — les capitalistes et les propriétaires fonciers — dans la plus grande révolution de l'histoire. **Pour de nouvelles révolutions d'Octobre en Russie et en Ukraine !**

Le monde capitaliste est déjà ravagé par deux ans de crise déclenchée par la pandémie. Confinements, chômage, cadences infernales, inflation et délabrement des systèmes de santé, voilà la réalité pour les travailleurs du monde entier. La guerre actuelle ne peut qu'accélérer la destruction des conditions de vie des travailleurs et intensifier les antagonismes de classe. La tâche des révolutionnaires est de diriger la colère brute qui s'accumule à la base des sociétés capitalistes vers la seule solution à la guerre, la misère et l'exploitation : l'instauration du pouvoir international des ouvriers.

La pandémie a totalement mis à nu la faillite complète des dirigeants actuels du mouvement ouvrier. Alors que la classe ouvrière était frappée à la fois par un virus et par les attaques des capitalistes, ces traîtres de classe — sociaux-démocrates, staliniens et bureaucrates syndicaux — étaient entièrement du côté des patrons, réclamant plus de confinements et plus de sacrifices. Maintenant ces mêmes dirigeants traîtres, en particulier dans les centres impérialistes, rallient les travailleurs à la cause des États-Unis et de leurs alliés en jurant leur loyauté indéfectible à l'OTAN et à l'UE et en exigeant des sanctions pour faire crever de faim la Russie. **Assez de trahisons !** Les travailleurs doivent s'opposer aux sanctions et à l'aide militaire à l'Ukraine ! Pour lutter contre les déprédations impérialistes à l'étranger et contre les attaques aux conditions de vie chez elle, la classe ouvrière doit rompre avec sa direction actuelle. Il



pas de crédit

1917 : Des soldats russes et autrichiens fraternisent sur le front pendant la Première guerre mondiale.

lui faut une nouvelle direction, une direction révolutionnaire, pour accomplir son rôle historique de fossoyeur du capitalisme. **Reforçons la IV^e Internationale !**

Les laquais « socialistes » de l'impérialisme

La condition préalable pour construire une opposition authentiquement révolutionnaire à l'impérialisme et à la guerre, c'est de lutter sans merci contre les pseudo-trotskyistes, staliniens et maoïstes qui utilisent des slogans pacifistes et « anti-impérialistes » pour masquer leur soumission complète à leurs propres maîtres impérialistes et à leur bourgeoisie nationale. Exactement comme les opportunistes contre lesquels Lénine mettait en garde pendant la Première Guerre mondiale, « *À l'aide de sophismes manifestes, on vide le marxisme de son âme vivante, révolutionnaire. On admet tout dans le marxisme, excepté les moyens révolutionnaires de lutte, la propagande en leur faveur et la préparation de leur mise en œuvre, l'éducation des masses dans ce sens* » (« Le socialisme et la guerre », 1915). Voici les principales tromperies mises en avant par les opportunistes d'aujourd'hui :

- « Non à la guerre en Ukraine ». Ce slogan, utilisé par toute la gauche, est une duperie pacifiste faisant croire aux gens que la guerre pourrait se conclure de façon juste sans une lutte révolutionnaire. Aucun cessez-le-feu ni accord de paix entre bandits capitalistes ne résoudra les causes de la guerre. Tout accord de ce genre sera nécessairement dirigé contre les travailleurs de Russie et d'Ukraine et préparera le terrain pour le prochain conflit sanglant. Quiconque veut une paix durable et démocratique doit lutter pour transformer la guerre capitaliste actuelle en guerres civiles contre les bourgeoisies russe et ukrainienne et pour étendre la révolution aux pays impérialistes.
- « Troupes russes hors d'Ukraine » (avancé par exemple par le Comité pour une Internationale ouvrière). C'est le slogan de l'OTAN et il ne peut signifier que la victoire du gouvernement ukrainien. Ceux qui l'avancent aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France ou en Allemagne n'appellent pas à la liberté des travailleurs ukrainiens mais à celle de leurs propres dirigeants impérialistes de piller l'Ukraine.

- « À bas l'OTAN ! » C'est un mot d'ordre nécessaire, mais l'avancer sans s'opposer à l'UE, appendice économique de l'OTAN, ne fait que nourrir des illusions dans la possibilité d'un impérialisme sans militarisme. C'est le pillage économique « pacifique » par le capital financier qui prépare le terrain à la guerre. L'UE et l'euro sont des instruments de ce pillage. Présenter l'UE, dirigée par l'Allemagne et la France, comme bienfaitrice et séparée de l'OTAN « militariste » dirigée par les États-Unis, ce n'est rien que du social-chauvinisme grossier. Lutte ouvrière, par exemple, dénonce l'OTAN tout en se lamentant que l'Ukraine se soit vu refuser « l'entrée dans l'Union européenne et les quelques avantages qu'elle aurait pu y gagner » (22 février). Capitulation grotesque devant l'impérialisme français ! Demandez aux travailleurs d'Europe : l'UE n'apporte que l'asphyxie économique et l'asservissement national.
- « Contre l'impérialisme russe » (position du Marxistisch-Leninistische Partei Deutschlands, parmi beaucoup d'autres). La démagogie contre « l'impérialisme russe » ne fait que couvrir les crimes de leurs maîtres impérialistes en trompant les travailleurs sur qui est vraiment l'ennemi principal. Le monde est dirigé depuis les centres du capital financier à New York, Francfort, Paris, Londres et Tokyo, pas Moscou. La classe dirigeante russe est pleinement réactionnaire mais elle n'est pas impérialiste. Elle opprime sa propre classe ouvrière et est une puissance régionale. Les impérialistes au contraire sucent le sang des travailleurs de toute la planète.
- « Non à la guerre impérialiste en Ukraine » (Parti communiste de Grèce et C^{ie}). Du fumier pacifiste avec en plus un zeste d'« anti-impérialisme ». Présenter la guerre comme impérialiste, c'est jeter de la poudre aux yeux des ouvriers. Si l'OTAN ou l'une ou l'autre puissance impérialiste entrait directement dans cette guerre, les révolutionnaires auraient l'obligation

de prendre le côté militaire de la Russie, pour la défaite des impérialistes, principal rempart de la réaction capitaliste au niveau international. C'est précisément la tâche que rejettent ceux qui font de l'agitation sur « l'impérialisme russe ».

- « Les travailleurs doivent-ils prendre le côté de la Russie ? » Certains à gauche pensent que, puisque la Russie défie les impérialistes, il faut la soutenir dans sa guerre. C'est une capitulation devant le chauvinisme grand-russe. La Russie n'est pas en guerre avec les impérialistes mais avec le gouvernement ukrainien. La stratégie prolétarienne pour combattre l'impérialisme en Ukraine et en Russie réside dans la lutte révolutionnaire commune des ouvriers ukrainiens et russes, pas dans le soutien aux visées du Kremlin. L'asservissement de la nation ukrainienne par la Russie attiserait davantage encore les antagonismes nationaux, créant ainsi un immense obstacle à cette perspective.

Tous les pseudo-marxistes ont hurlé d'indignation quand le chauvin grand-russe Poutine a dénoncé la politique révolutionnaire de Lénine contre l'oppression nationale. C'était fort généreux de leur part. Mais vraiment défendre Lénine dans la guerre actuelle veut dire **dénoncer les traîtres sociaux-chauvins qui, tout en faisant usage d'une phraséologie « socialiste », sont en fait des laquais des impérialistes**. Sur ce point, Lénine peut se défendre tout seul :

« La bourgeoisie a justement besoin que des phrases hypocrites sur la paix, des phrases creuses et n'engageant à rien, **détournent** les ouvriers de la lutte révolutionnaire en temps de guerre, les endorment et les consolent par l'espoir d'une "paix sans annexions", d'une paix démocratique, et ainsi de suite [...]. Or, le point premier et essentiel d'un programme socialiste de paix doit être de **démasquer l'hypocrisie** du programme de paix de Kautsky, qui consiste à **raffermir** l'influence de la bourgeoisie sur le prolétariat. »

— « À propos du "programme de paix" » (1916) ■

Laquais « socialistes » de l'impérialisme

World Socialist Web Site **WSWS.ORG**

Résolution du Congrès du SEP (États-Unis) 2022

Mobilisez la classe ouvrière contre la guerre impérialiste!

Quatrième internationale

FOURTH INTERNATIONAL / CUARTA INTERNACIONAL

Contre l'impérialisme russe, ne touchez pas à l'Ukraine !



21 février

30 août

Révolution Permanente

Non à la guerre ! Troupes russes hors d'Ukraine ! OTAN hors d'Europe de l'est ! A bas le réarmement impérialiste !

Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale

2 mars

COMMUNIST PARTY OF CANADA PARTI COMMUNISTE DU CANADA

NON À LA GUERRE EN EUROPE

Pour le rapatriement des soldats, contre la vente d'armes et d'équipements militaires du Canada et de l'OTAN vers l'Ukraine!

Pour une résolution politique et pacifique

Pour le rapatriement des soldats, contre la vente d'armes et d'équipements militaires du Canada et de l'OTAN vers l'Ukraine

Pour une résolution politique et pacifique

L'intervention militaire des forces russes en Ukraine a sérieusement augmenté les tensions dans la région, à travers l'Europe de l'est.

1^{er} mars

Travailleurs ukrainiens, russes : Retournez les fusils contre vos dirigeants !

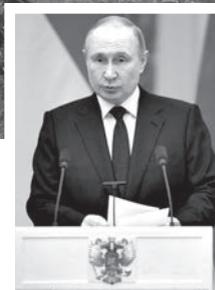


Garanich/Reuters

Des troupes ukrainiennes dans le Donbass (18 juillet). Zelensky, le président ukrainien, entre le secrétaire de la Défense et le secrétaire d'État américains. Leur but est d'asservir davantage l'Ukraine aux impérialistes, alors que Poutine veut qu'elle soit sous le joug de la Russie.



Bureau de presse présidentiel ukrainien



Zemlianichenko/Reuters

Nous réimprimons ci-dessous un supplément à Spartacist, publié le 27 février 2022.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a été provoquée par des décennies d'expansion de l'OTAN et de l'Union européenne, menée par les États-Unis. Après avoir orchestré la contre-révolution capitaliste qui a détruit l'URSS, les puissances impérialistes se sont étendues vers l'Est, jusqu'aux frontières mêmes de la Russie, apportant pillage, conflits interethniques et humiliations. Les impérialistes occidentaux sont aujourd'hui en rage contre la « guerre d'agression » de la Russie et sa violation de la souveraineté de l'Ukraine. Ces bandits qui pillent les travailleurs du monde entier se fichent complètement des droits nationaux de l'Ukraine. Ce qui les rend vraiment furieux, c'est que la Russie remette en cause leurs droits exclusifs à piller

l'Europe de l'Est et ose défier l'hégémonie américaine sur la région. Le cycle sans fin des crises et des guerres doit être stoppé à sa source, par des révolutions socialistes dans les centres impérialistes. ***Pour la révolution ouvrière aux États-Unis ! Pour des États-Unis soviétiques d'Europe, unis de leur plein gré !***

Il n'y a qu'une seule issue progressiste à la guerre entre l'Ukraine et la Russie : transformer cette guerre entre **deux** classes capitalistes en guerre civile où les travailleurs les renverseront **toutes les deux**. Nous en appelons aux soldats et aux ouvriers d'Ukraine et de Russie : Fraternelisez ! Retournez les fusils contre vos exploiters !

L'enjeu fondamental de cette guerre, c'est qui va soumettre l'Ukraine à sa sphère d'influence : la victoire

(suite page 30)

À bas l'UE et l'OTAN !